



*Prolétaires de tous les Pays, Nations et Peuples opprimés,
UNISSEZ-VOUS !*

Adresse : L'HUMANITE ROUGE
1,50 B.P. 365
75.064 ; PARIS CEDEX 02

JOURNAL COMMUNISTE
POUR L'APPLICATION EN FRANCE DU MARXISME-LENINISME
ET DE LA PENSEE-MAOTSETOUNG

4^e ANNEE N° 153
JEUDI 22 JUIN 1972

1200 F PAR MOIS UN MINIMUM A ARRACHER !

Les dirigeants monopolistes rejettent sur la classe ouvrière la responsabilité des hausses de prix. « Si les salaires n'augmentaient pas, disent-ils, le cycle infernal salaires-prix serait rompu ». Mensonge, ce sont les capitalistes qui portent la responsabilité de la hausse des prix, assoiffés qu'ils sont d'énormes profits.

Aujourd'hui nous exigeons 1.200 F par mois. C'est parce que les marxistes-léninistes sont les porte-paroles et les vrais défenseurs de la classe ouvrière, c'est parce qu'aujourd'hui on ne peut pas vivre décemment avec moins de 1.200 F qu'ils mettent en avant cette revendication fondamentale. Comment se nourrir, s'habiller, se loger avec moins ? Et c'est pourtant la majeure partie des travailleurs qui ne les gagnent pas.

Déjà en 1968, la classe ouvrière réclamait un salaire minimum à 1.000 F, seulement à l'époque, et alors qu'il était possible de les arracher, les dirigeants de la C.G.T. aujourd'hui très bavards sur la question, n'en ont pas soufflé mot, notamment lors des sinistres accords de Grenelle.

Depuis, 4 ans ont passé et les prix ont grimpé à une vitesse prodigieuse. Le minimum de 68 n'est plus celui de 72. Ça semble évident, et pourtant...

C'est avec quatre ans de retard que Séguy demande 1.000 F par mois. Ça date, non ?

1.200 F par mois c'est une nécessité d'aujourd'hui et pas une lubie de notre part. D'ailleurs dans de nombreux endroits c'est le minimum exigé par les travailleurs en lutte.

Les dirigeants révisionnistes et réformistes disent : « Ce n'est pas réaliste. Les patrons ne veulent pas lâcher 1.000 F, à plus forte raison 1.200 F »

Ça, c'est sûr, c'est pas avec des grèves-bidons comme celle du 7 juin que les patrons lâcheront le morceau. Quoique, d'ici 18 mois à deux ans, comme l'a dit Chaban-Delmas, de grèves-soupapes en grèves bidons, on a une chance de les avoir les 1.000 F. Seulement avec la hausse des prix ça fera à peu près 800 F d'aujourd'hui et pour 45 heures. Nous, nous sommes sûrs de trois choses.

Premièrement, 1.200 F par mois c'est une nécessité. Deuxièmement, les patrons peuvent les payer. Troisièmement, la classe ouvrière peut les arracher.

COMMENT ? Aux quatre coins de la France il y a des travailleurs qui le montrent et leur exemple fait école.

En réalisant l'unité des travailleurs français et immigrés.

En occupant les usines.

En menant des grèves de longue durée.

En élisant des comités de grève devant rendre des comptes à tout moment.

En interdisant l'entrée des lieux de travail aux jaunes avec de solides piquets de grève.

En séquestrant les patrons si c'est nécessaire pour leur mettre les points sur les i.

En popularisant leur lutte auprès des autres usines et des couches populaires de la population.

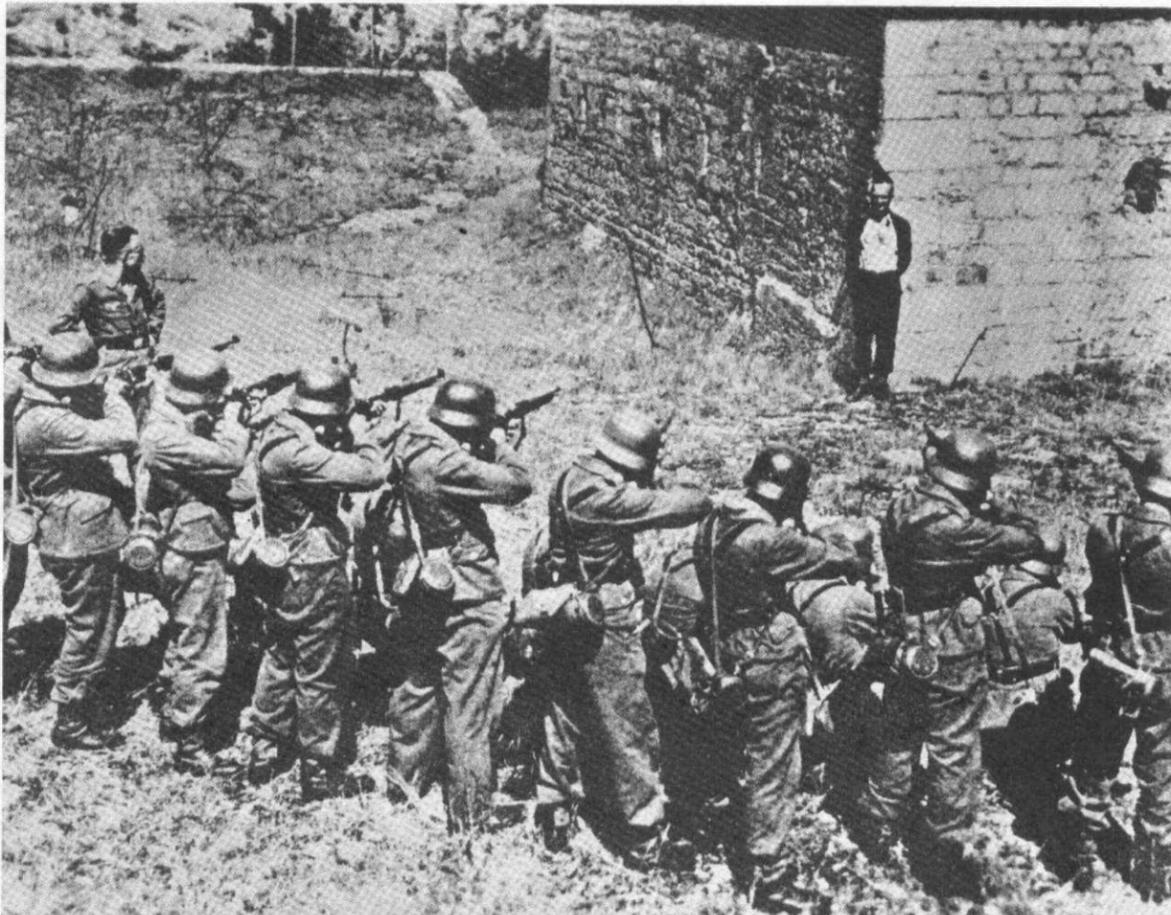
En les appelant au soutien matériel et aux actions de soutien (grèves, manifestations, meetings).

En appelant au soutien les ouvriers du même trust si c'en est un.

En frappant fort tous ensemble et en même temps.

**Il faut
que les bourreaux nazis
soient châtiés !**

« ... Nous avons aimé nos frères, nos martyrs.
Et nous les nommons nos seuls juges.
Ils sont à la grandeur des plus hauts rêves de demain.
Dans leur combat ils ont la couleur de l'éveil.
Ils sortent de la mort tout habillés d'aurore.
Ils sont nos frères renaissants et vigoureux. » (Paul Eluard.)



● En grâçant Touvier, Pompidou insulte la mémoire de ceux qui par milliers tombèrent sous les balles nazies.
● Il faut que le scandale cesse ! (Voir article p. 9.)

Ces quelques méthodes de la lutte classe contre classe, nées dans la lutte, ont déjà fait leurs preuves et elles les feront à l'avenir.

Elles seules permettront d'arracher un salaire minimum à 1.200 F pour 40 heures hebdomadaires. C'est ça le réalisme !

La bataille de "L'Humanité Rouge" c'est à nous de la gagner!

NUMÉRO SPÉCIAL « ALGÉRIE »

Comme nous l'avons déjà annoncé, notre prochain numéro (n° 154) sera essentiellement consacré au peuple algérien, à l'occasion du 10^e Anniversaire de son indépendance.

Il restera en kiosque pendant deux semaines, le n° 155 n'étant prévu que pour le 13 juillet. Notre « Spécial-Algérie » sera un numéro d'une grande richesse, vendu 2 francs en raison de son nombre de pages qui sera de vingt et de son impression en deux couleurs.

Au sommaire figurent d'ores et déjà :

— Un texte très peu connu en France, dû à Karl Marx, sur Abdolkader, le grand patriote algérien qui s'opposa à la conquête coloniale de 1830 à 1848.

— Plusieurs pages de dénonciation concrète de l'attitude du P.C.F., vis-à-vis de la lutte du peuple algérien pour son indépendance nationale, avec photographies à l'appui.

— Une page consacrée à « la femme algérienne » dans la révolution.

— Une « nouvelle » émouvante, avec dessins, relative aux luttes de masse déclenchées à partir de la Casbah fin 1961.

— Des conseils juridiques pour nos frères les travailleurs immigrés de nationalité algérienne.

— De nombreuses photographies ; certains articles présentés en français et en arabe.

Par l'effort important qu'elle soutient à cette occasion, l'Humanité Rouge veut répondre au grand principe léniniste de l'internationalisme prolétarien. C'est dire que doivent lui répondre des efforts sans précédent de tous nos amis et camarades diffuseurs pour assurer le plein succès de la vente militante de ce numéro exceptionnel.

Face à la campagne ignoble développée par la grande presse, la radio et la télévision avec les criminels de guerre et autres racistes du genre du « Capitaine Sergent » ou « Général Massu », notre peuple, et surtout notre jeunesse, doit recevoir le contre-poison indispensable, doit donc connaître la vérité sur les horreurs du colonialisme et du racisme. La contribution de notre « Humanité-Rouge » à cette entreprise idéologique et historique n'aboutira efficacement à son but que grâce à une diffusion de masse d'une ampleur inégalée.

Amis et Camarades diffuseurs, passez-vous d'urgence vos commandes en tenant compte que ce numéro comportant de riches documents restera diffusable bien après sa parution.

Entre nous soit dit...

« Subversion ! subversion ! », la réaction la voit partout, cachée derrière chaque émission de télévision, s'infiltrant dans les foyers, échauffant les têtes, faisant germer de « mauvaises » idées.

Tiens, en voilà un exemple. Tous les samedi soir il y a un feuilleton qui s'appelle « Mandrin ». Ça se passe quelque temps avant 1789 ; c'est l'histoire d'un petit commerçant ruiné qui lutte contre l'injustice les armes à la main.

Il faut que vous sachiez que ce feuilleton devait passer il y a plusieurs mois. Seulement voilà ! C'était tout juste au moment des manifestations de petits commerçants. Alors ces messieurs du gouvernement ont eu peur que ça fasse le même coup qu'avec Jacquou le Croquant pour les paysans (le ministre Guichard l'a senti passer).

On a donc attendu que ça se tasse.

Seulement voilà, le Mandrin en question il est toujours aussi « subversif ». Pour preuve le journal de l'UDR « La Nation » qui reproche aux auteurs d'avoir « une idée de derrière la tête » et de vouloir « faire de Mandrin une sorte de pré-révolutionnaire ».

Il y a comme une certaine frayeur chez ces messieurs les obsédés de la subversion. Entre nous, c'est bon signe, remarquez. Ils savent bien qu'ils sont assis sur un baril de poudre et qu'une étincelle pourrait bien les envoyer dans l'au-delà.

Ah, si seulement ils pouvaient l'écarteler une deuxième fois et deux siècles plus tard le Mandrin en question...

SOUSCRIPTION PERMANENTE

	en francs
Anonyme	55
Une fidèle lectrice du Sud-Ouest	30
R.L. (juin)	25
Versement mensuel à l'H.R. (juin) - B.A.V.	10
M.B. - Soutien à H.R.	200
Pour un douze pages permanent - J.P.	3,50
N.G. - En supplément à brochures	8
Un camarade ouvrier	2
Sur un marché (P.E.) - des lecteurs	3,50
Comité Longue Marche	10
Cercle Staline - Soutien à H.R.	32,50
Un ouvrier	3,50
Un prof. marxiste-léniniste	2
Un sympathisant d'H.R.	50
Soutien à l'H.R. - A.T.L.	711,70
Un ancien membre du P.C.F., d'accord avec H.R.	1 500
Un couple de sympathisant du midi	3,50
Comité Longue Marche	16,50
Un soldat	5
Pour soutenir le juste combat de notre journal	12
J.P.B. - H.R. vaincra !	10
P.B. soutien à H.R.	1,50
Un appelé, soutien à H.R.	5
Pour que vive H.R. (C.Z.)	5
Un éducateur marxiste-léniniste, H.R. vaincra !	20
Soutien à la pensée marxiste-léniniste	4
Soutien à la ligne juste	1
Cercle Balagne	4,60
Des Travailleurs Réunionnais	50
Un ouvrier marxiste-léniniste (Paris)	13,10
Total de la semaine	2 797,90
Total précédent	197 999,48
Total général déjà utilisé pour le règlement des dettes de H.R.	200 797,38

SECOURS ROUGE PROLETARIEN

Pour le KPD-ML	65
S.C.P.C. Thionville	17,50
S.C.P.C.	
2 ^e collecte sur un marché Soutien aux grévistes S.C.P.C. (P.E.)	23
Collecte de masse à Gennevilliers	98,25
Collecte de masse à Colombes	251,90
Total Secours Rouge Proletarien	455,65

TÉMOIGNAGE D'UN VIEUX MILITANT COMMUNISTE

Témoignage d'un vieux militant communiste de la région du Sud-Ouest (recueilli par un correspondant H.R.).

Les premiers changements, je les ai constatés vers les années 55. Un cas précis : un accident avait eu lieu dans une carrière et fait 2 morts. Les responsables, c'était bien entendu la direction de la boîte (mauvaises conditions de sécurité, etc.), mais c'est le chef de chantier qui fut poursuivi et condamné, le patron s'étant déchargé sur lui. Il me communiqua une copie du jugement que je fis passer au P.C.F. et à la section locale CGT. Je n'en eu pas de nouvelle pendant 3 ans. Puis le dossier me fut rapporté par le plus réactionnaire du coin (comme par hasard) et me dit qu'on n'y pouvait rien. Demandant des explications au P.C.F. : pour quoi est-ce un réactionnaire qui me rapporte ce dossier... On ne me répondit pas et l'on étouffa de fait comme l'affaire des deux meurtres du capital.

C'était d'ailleurs l'époque du Coca-Cola où l'Huma, achetée par les trusts U.S., avait du jour au lendemain cessé toute propagande contre cette boisson dangereuse pour l'organisme et se mit tout à coup à

faire de la publicité pour elle. Je me rappelais, avant guerre, avoir lu dans les journaux du Parti : on ne peut pas à la fois défendre les travailleurs et recevoir l'argent de ceux qui les exploitent. Je posai la question aux camarades pendant une réunion. On me répondit qu'il fallait de l'argent et ainsi de suite.

Mais en 1965 je trouvais dans un kiosque un des premiers numéros de « L'Humanité Nouvelle » (*) ; je le pris régulièrement par la suite. Les réunions du P.C.F., j'y assistais de moins en moins car on ne venait plus me chercher et sur les convocations, il manquait toujours l'heure ou le jour quand elles n'arrivaient pas après la réunion.

On ne voulait plus de ma voix dans la cellule, mais lors des dernières élections municipales, ils l'auraient bien voulue, ainsi que celles de mes amis. Jugez-en : ils sont venus, par la personne d'un instituteur, me demander de me porter sur la liste aux côtés d'un des plus réactionnaires du coin. Comme je protestais de mon désaccord, cet instituteur me reprocha de donner « des coups de pied sous la table ». Je lui ai répon-

du : « J'ai un plein panier de coups de pieds pour toi : tu as grossi et tu as penché à droite, moi je n'ai pas changé. »

Je lui ai rappelé que je suis rentré au P.C.F. en 1935 ; on m'avait posé une condition : « Travaille pendant 1 an, forme une cellule et après, quand on aura vu ce que tu as fait, si tu le mérites tu auras ta carte ! » J'ai formé ma cellule et elle était montée jusqu'à 25. Aujourd'hui, le secrétaire de la section (de 4 membres) est un architecte qui, en 1934, était organisé dans les rangs fascistes ! Mais, je ne désespère pas, j'ai 70 ans, mais un peu partout d'authentiques communistes prennent la relève et suivent les enseignements de Marx, Engels, Lénine et Staline ainsi que les enseignements du camarade Mao Tsé toung. De même, « L'Humanité Rouge » a repris la relève de « L'Humanité » devenue blanche.

Je lis et je fais lire « L'Humanité Rouge ».

(*) Organe central de la Fédération des Cercles Marxistes-Léninistes Puls du M.C.F.(M.L.) avant de devenir l'organe central du P.C.M.L.F. Interdit par la bourgeoisie le 12 juin 1968.

LICENCIEMENTS A LA UNE !

A laquelle ? Je vous le donne en mille : à celle de l'Humanité du 16 juin 1972 ! Etienne Fajon en personne y pousse un cri d'alarme pathétique sur la chute vertigineuse de diffusion de la presse révisionniste et annonce froidement, parmi toute une série d'autres mesures « d'austérité » que « des réductions d'effectifs seront progressivement engagées dans l'ensemble du groupe et les charges de fonctionnement devront être diminuées ».

N'est-il pas étonnant que le Parti qui vient d'emménager dans son somptueux palace de la place du Colonel-Fabien envisage, dans le même temps, de jeter sur le pavé une partie des ouvriers qui travaillent pour lui ? Ce n'est là qu'une des moindres contradictions qui traversent les rangs révisionnistes et la lecture de l'éditorial de Fajon nous apprend qu'il en existe bien d'autres : « Trop de communistes ne lisent pas encore l'organe central du parti ; la vente de « L'Humanité Dimanche » est insuffisante et le tirage des

deux journaux est en baisse... et ceci malgré les appels répétés du Comité central... qui semblent peu entendus ! L'Humanité tire en effet à moins de 150 000 exemplaires alors que Marchais annonce à tous les échos que son Parti est fort de 460 000 adhérents !

« Notre gestion est menacée de déficit à bref délai... et ceci malgré les placards de publicité capitaliste qui s'étaient complaisamment dans les colonnes de

la presse révisionniste !

Fajon se garde bien d'en conclure — mais nous le ferons pour lui — que si un nombre croissant de travailleurs se détournent de ses colonnes mensongères, c'est parce qu'ils en ont assez de voir le silence fait sur leurs luttes dans les usines, assez de lire les fausses querelles et les vraies réconciliations avec les dirigeants pourris du parti socialiste, assez des calomnies véniennes sur la

grande Chine Rouge qu'ils aspirent à mieux connaître, assez de la politique de collaboration de classe que le P.C.F. entend leur imposer.

C'est à nous de leur faire savoir, à tous ces ouvriers, à tous ces travailleurs qu'écoeure le révisionnisme, qu'un journal authentiquement communiste existe et se développe, que l'Humanité Rouge est leur journal, celui qui les guidera jusqu'à la victoire définitive sur tous les exploités.

ABONNEMENT DE PROPAGANDE : « L'HUMANITE ROUGE » PENDANT 3 MOIS POUR 15 F

ABONNEZ-VOUS !

Je soutien « L'H.R. » dans son combat idéologique en m'abonnant

Nom	Abonnement	ordinaire	pli fermé	de soutien
Prénom	3 mois	15 F	25 F	50 F
Adresse	6 mois	30 F	50 F	100 F
	1 an	75 F	110 F	150 F
Etranger :				
	3 mois	40 F	65 F	
	6 mois	75 F	125 F	
	1 an	150 F	250 F	

Règlement au C.C.P. « L'Humanité Rouge » 30 226-72 La Source ou par timbres.

CLASSE CONTRE CLASSE

Après le 7 Juin...

ETRE LES ARTISANS DE L'UNITÉ PROLÉTARIENNE

Les nouvelles formes de lutte de la classe ouvrière, l'application concrète CLASSE contre CLASSE, déplaisent de plus en plus à la bourgeoisie monopoliste et à ses valets.

Les luttes efficaces avec occupation des lieux de travail, comité de grève, piquets de grève, comité de soutien, popularisation, solidarité, manifestations, etc., appartiennent aux riches traditions du mouvement ouvrier qui a renoué avec celles-ci ; comme à Penarroya, Girosteel, Le Joint Français, des victoires ont été remportées sur les exploiters en menant le juste combat CLASSE contre CLASSE. Aujourd'hui, suivant ces exemples, d'autres luttes sont en cours, aux « Nouvelles Galeries » de Thionville, à la S.C.P.C. à Cournon près de Clermont-Ferrand.

Ainsi la contradiction principale entre la classe ouvrière et le capitalisme exploiteur est une réalité que certains s'efforcent de nier dans la « Nouvelle Société » des monopoles.

Les trompettes de la petite poignée d'exploiteurs ont toujours la même note. Et que ce soit le premier trompette Pompidou, la note des monopoles capitalistes reste le profit maximum. Pompidou, méprisant la classe ouvrière, déclare le samedi 10 juin (aux 24 heures du Mans) sur les conditions de travail : « La solution n'est pas uniquement dans la rémunération, même si l'évolution des bas salaires s'impose. La solution est dans les conditions mêmes de l'organisation du travail. Le but est que le travail de l'O.S. se trouve transformé, afin que l'OUVRIER AIT L'IMPRESSION DE REMPLIR UN RÔLE EFFICACE ET REEL » (souigné par nous).

Cela est très significatif, la loi du profit maximum par une production plus intense, par l'augmentation des cadences infernales pour des bas salaires reste le souci fondamental de cet ancien directeur de la Banque Rothschild, qui a des ressources extravagantes des dizaines de fois supérieures à la modeste revendication de la classe ouvrière PAS DE SALAIRE INFÉRIEUR à 1.200 FRANCS POUR 173 HEURES PAR MOIS.

Mais que font les Confédérations syndicales pour faire aboutir les revendications de la Classe Ouvrière ?

Après le 7 juin, les Etats-Majors des Confédérations C.G.T. et C.F.D.T. conduits par le révisionniste Ségué et le réformiste Maire, se sont rencontrés pour réaliser l'unité de sommet syndicale et proposer une « journée d'action » pour le 23 juin. Côté Ségué, cette journée bidon est en retrait de la grève nationale du 7 juin. Côté Maire, c'est une escarmouche démobilisatrice contraire aux luttes de classe menées actuellement par la base. Mais pour tous deux c'est l'unité pour la table ronde des négociations du 26 juin avec les exploiters, c'est la collaboration des classes. Ils ne veulent absolument pas étendre les diverses luttes pratiquées par leur base et se cantonnent dans la légalité bourgeoise. Ils ne sont que des bavards lorsqu'ils dans l'appel aux travailleurs ils prétendent « apporter leur soutien à toutes les luttes en cours », alors qu'en fait ils trahissent la volonté de lutte de leur propre base. Leur pratique est contraire à leur déclaration mystificatrice.

Et quelles sont les revendications qu'ils veulent négocier avec les exploiters ?

La revendication dépassée du « salaire minimum à 1.000 F », accompagnée de la démobilisatrice « échelle mobile », la réduction du temps de travail, « la garantie de l'emploi », ce mot d'ordre utopique alors que les moyens de production sont aux mains des exploiters et que le « volant de chômeurs » est nécessaire aux exploiters pour accroître leurs profits.

Quant aux retraites, cela n'est que mystification puisque des accords réformistes de pré-retraites sont signés par ces mêmes « états-majors ». Ce n'est pas non plus la loi bourgeoise de décembre 1971 de pseudo-réformes de la retraite qui a apporté réellement quelque chose de nouveau.

Ce que veut la Classe ouvrière ce n'est pas du bla-bla mais l'UNITÉ à la BASE et dans l'ACTION pour lutter contre les affameurs et pour ses revendications immédiates :

- Pas de salaire inférieur à 1.200 F par mois !
- 40 heures sans diminution de salaire, tout de suite !
- La retraite à 60 ans pour les hommes et à 55 ans pour les femmes !
- A travail égal, salaire égal pour les jeunes, les femmes, les immigrés !
- Travailleurs français et immigrés, une seule classe ouvrière, les mêmes droits !
- Non au chômage produit du capital !
- Non aux licenciements !

Déjà de nombreuses victoires ont été remportées et les communistes marxistes-léninistes continueront inlassablement à être où sont les masses, même si elles sont encore trompées, comme à l'exemple des marxistes-léninistes de la S.N.I.A.S. à Toulouse ou d'autres régions.

Expliquer, expliquer sans cesse la ligne prolétarienne de l'Humanité-Rouge, telle est la tâche importante des militants pour préparer la REVOLUTION PROLÉTARIENNE.

Luc DACIER.

PARMI LES LUTTES DE LA SEMAINE

CREUSOT-LOIRE à Firminy-Union.

Les ouvriers de l'atelier L.6, laminoirs à chaud, sont en grève depuis le lundi 5 juin. C'est à la suite d'une mise à pied de 2 ouvriers Nord-Africains que les 150 travailleurs se sont mis en grève pour une durée illimitée. La direction a supprimé la pause casse-croûte et ces 2 ouvriers ont passé outre cette décision et la direction prit la sanction ci-dessus. Aussitôt les ouvriers de ce service ont rédigé leurs cahiers de revendications en 11 points :

Un comité de grève a été constitué, comprenant syndiqués et non syndiqués pour mener la lutte. Ce comité de grève a défini les modalités d'action du comité de soutien créé la veille.

USINE BRISSONEAU ET LOTZ à Creil.

Les ouvriers de la chaîne OPEL sont en grève depuis le mardi 13 juin. Ils luttent contre l'augmentation des cadences. Leurs revendications sont les suivantes :

- affichage de la cadence réelle, afin que chaque ouvrier puisse le contrôler ;
- 0,20 F de l'heure pour tous les ouvriers ;
- remplacement de 10 minutes le matin et 10 minutes l'après-midi ;
- aucune sanction pour fait de grève.

LA CIGEM à Bogny/Meuse (Ardennes).

A l'occasion de la journée C.G.T. du 7 juin, les ouvrières (en majorité) et ouvriers de la CIGEM, réputés pour leur combativité, en liaison avec les syndicats C.G.T.-C.F.D.T., décident de poursuivre et d'amplifier la grève, exigeant : « Pas de salaires inférieurs à 1.000 F pour 40 h », tandis que les gardes mobiles armés stationnent devant l'usine !

Mardi 13, 150 grévistes manifestent dans les rues de la ville.

La soir, devant leur détermination, la direction cède après une semaine de grève : augmentation du « point » dans l'entreprise de 2,5 % pour tous, et au 1^{er} octobre, aucun salaire inférieur à 1.000 F pour 40 heures (avec pour certains un palier d'augmentation de 74,20 F au 1^{er} juillet).

ETABLISSEMENTS NEYRPEC à Grenoble.

Une centaine de maraudeurs sont en grève illimitée depuis 3 semaines. Ils demandent une revalorisation uniforme de leurs salaires de 200 francs par mois.

USINE CODER à Marseille.

Depuis vendredi 16 juin, les ouvriers sont en grève, avec occupation, pour la suppression du boni et son intégration dans le salaire. Cependant une centaine d'ouvriers travaillent encore, mais le matériel ne sort plus, ni ne rentre.

S. N. I. A. S. (Toulouse)

PAS DE GREVE SANS LENDEMAIN

Le 7 juin, Paul, militant de base à la C.G.T., était content :

Avec 800 de ses camarades de la SNIAS, il a débrayé ; puis avec ceux de l'ONIA, du bâtiment... il est allé défilé.

« Tu as vu si on était nombreux ? Depuis le temps qu'on attendait ça ; maintenant les patrons sauront qu'il faut accepter la négociation. Ils ont vu notre force... Quand même, si la C.F.D.T. avait suivi, on aurait pu faire sauter le verrou... »

Paul a cru aux explications des dirigeants de sa centrale syndicale.

Pourtant, rappelle-toi ce que t'avait dit ton copain de boulot : « Je ne suis pas d'accord avec cette grève sans lendemains ; c'est une grève soupe. Dis, Paul, qu'a fait la C.G.T. à Penarroya (32 jours de grève), à Girosteel (2 mois de grève), au Joint Français (8 semaines de grève) ? Elle a dénoncé ces grèves comme étant aventuristes ; elle n'a participé à aucun comité de soutien. Ne pouvait-elle à ce moment-là organiser une grève nationale de soutien ? Dans notre usine, si elle a organisé une collecte, ce fut sur la fin et encore sous la pression de l'opinion. »

Souviens-toi, ces luttes ont été victorieuses et tu sais que toute lutte victorieuse, redonne courage et confiance à l'ensemble de la classe ouvrière ; elle renforce sa position face au patronat qui A DU CEDER. Et ce ne sont pas là des faits isolés, des erreurs regrettables, mais l'application d'une politique délibérée de trahison des dirigeants C.G.T. Aujourd'hui encore les travailleurs des Nouvelles Galeries à Thionville en sont à leur 8^e semaine de grève, ceux de la Société Centrale de Plastique et de Caoutchouc à Clermont-Ferrand à leur 8^e semaine de grève sans que la C.G.T. organise le soutien politique et financier. Qui plus est, à Clermont-Ferrand, la C.G.T. a diffusé un tract intitulé « NOTRE POINT DE VUE » dans lequel elle dénonce la grève comme étant aventuriste et entonne le couplet de « provocation gauchiste ».

Tu as envie de te battre comme des milliers d'autres camarades. Partout la marmite bout. Les conflits locaux durs qui éclatent ça et là le démontrent ; alors, il faut relâcher la vapeur : c'est le rôle que jouera la grève du 7 juin... »

Paul n'a pas cru son copain. Ce dernier, pourtant, pour lui démontrer qu'il n'était pas un briseur de grève, a débrayé lui aussi, et pendant qu'ils défilaient, ils ont continué à discuter fraternellement... le copain de Paul est Marxiste-Léniniste...

Maintenant, la grève du 7 juin est passée. Paul a repris le travail. Son copain aussi. Les dirigeants C.G.T. sont contents ; ils tiennent encore sous leur influence une bonne partie de la classe ouvrière... ; en avant donc pour l'union des « forces de gauche » et les élections de 73. Le patronat et le gouvernement sont contents ; de la vapeur a été lâchée, la marmite n'explusera pas encore... mais elle continue à bouillir et un jour Paul ouvrira les yeux... il se battra pour imposer des luttes dures, résolues, à la base et dans l'action, tous ensemble et en même temps, classe contre classe ; en utilisant des comités de grève composés :

- de délégués combattifs, syndiqués ou non, qui ont la confiance de leurs camarades ;
- les camarades du comité de grève seront élus en assemblées générales et révocables à tous moments ;
- toute décision concernant la grève sera prise par l'assemblée générale des grévistes ;
- pas de négociations avec la direction sans la présence de membres du comité de grève, syndiqués ET non syndiqués ;
- liaisons de comité de grève à comité de grève entre établissements ;
- popularisation et collectes auprès de la population.

NOUS NE SOMMES PAS ANTI-SYNDICALISTES, MAIS POUR UN SYNDICALISME DE LUTTE DE CLASSE.

Les travailleurs du Joint Français, de Penarroya, de Girosteel nous ont montré le chemin. IL FAUT METTRE LE CAPITAL A GENOUX ; Si nous commençons une action, menons la jusqu'au bout.

Les communistes marxistes-léninistes de l'« Humanité-Rouge » et des travailleurs de la SNIAS.

S.N.C.F. :

Réponse à la fédération C. G. T.

A la suite de l'immense impact chez les cheminots de la brochure éditée par « l'Humanité Rouge » : « Classe contre classe », les révisionnistes de la C.G.T. ont voulu réagir dans la « Tribune » du 22 mars 1972. Deux pages entières sont consacrées au gauchisme. Une est signée par le Bureau fédéral, la seconde par M. Séguy.

Pour notre part, ce qui nous intéresse en tout premier lieu, c'est l'acharnement que nous trouvons dans la position des responsables fédéraux à ignorer la différence fondamentale qui existe entre le journal « l'Humanité Rouge », les diverses publications, ceux qui militent pour ses idées et les mouvements anarcho-trotskyistes.

Nous ne nous étonnons pas de cette façon d'agir, l'amalgame a toujours été la technique de la bande Marchais-Séguy.

On sait que MM. Séguy, Massabiaux, Argalon et la plus grande partie de la clique fédérale... et aussi confédérale font partie intégrante du P.C. »F. et suivent les consignes de ce Parti qu'ils formulent eux-mêmes lorsqu'ils quittent leurs casquettes de la C.G.T. pour celles du P.C. »F.

La consigne à notre égard a été longtemps de leur part la loi du silence car ils craignaient que les éléments les plus combattifs des syndicats et aussi, bien sûr, du P.C. »F., cherchent à en savoir davantage, à lire notre presse. En d'au-

tres termes, en entendant les appels de ceux qui sont leurs véritables camarades de lutte de classe qui n'est pas la voie électoraliste proposée par les bonzes de ces deux organisations.

Mais voici, les cheminots de « l'Humanité Rouge » viennent d'obliger ces messieurs à rompre le silence. Pour nous, c'est une victoire d'importance car nous avons ainsi la preuve que nous sommes dans la bonne voie. Mao Tsé-toung dit que lorsque l'ennemi vous attaque, c'est une bonne et non une mauvaise chose.

Quant à la citation du président Mao Tsé-toung se trouvant dans la brochure de « l'Humanité Rouge » et qui dit : « Il est possible qu'il se trouve pendant un temps des gens qui ne voient pas clairement la situation, qu'ils se laissent abuser ou même commettent des erreurs. Mais s'ils veulent vraiment faire la révolution, ils finiront tôt ou tard, au cours de leur pratique révolutionnaire, par rompre avec les révisionnistes et par se ranger du côté des marxistes-léninistes, lorsqu'ils auront compris la situation et découvert le vrai visage du révisionnisme », n'en déplaise à MM. les Permanents, cette citation avait bien sa place et votre article ne change rien au fait.

Les Cheminots
marxistes-léninistes
de la Région Parisienne.

Les travailleurs immigrés à la S.N.C.F.

Camarades,

Je vous écris au sujet de l'article sur la S.N.C.F. « Non aux grèves soupapes ». Vous avez oublié une revendication importante et capitale pour l'unité de la classe ouvrière : la titularisation (ou commissionnement) des travailleurs étrangers. En effet les travailleurs immigrés restent auxiliaires toute leur vie avec une paye amputée, en outre ils ne bénéficient pas de la caisse de prévoyance (médicaments remboursés à 80 % sans distinction); ils sont seulement assurés à la Sécurité sociale (remboursement : 50 à 70 %).

Le non commissionnement entraî-

ne donc la perte d'avantages sociaux mais surtout un arbitraire renforcé dans les licenciements. Ainsi tenus « en laisse », nos camarades étrangers seront les premiers renvoyés lors des compressions de personnel, par exemple au triage de Perrigny (Côte d'Or) il y a des immigrés qui sont auxiliaires depuis 7 ans et donc A.M.V.M.N. (EA1).

... Peut-être le commissionnement se fait-il au « pif » car un agent de Moulin m'a dit : « Ici, étranger ou pas, il n'y a pas de différence. »

Travailleurs français et immigrés, une seule classe ouvrière.

Salutations communistes.
Un nouveau cheminot.

Alsthom-Savoisienne (Saint-Ouen)

LA PAROLE AUX O.S.

Depuis le jeudi 15 juin, les pontonniers-élingueurs de l'atelier chaudronnerie (Savoisienne) débrayent deux heures quarante-cinq minutes chaque jour. Ils posent le cahier de revendications suivant :

- 1° Augmentation uniforme de 0,50 F de l'heure, pour tous ;
- 2° Prime d'assiduité à la journée et non à la quinzaine (à l'heure actuelle, il suffit d'un seul retard dans la quinzaine pour qu'elle soit supprimée) ;
- 3° Prime de hauteur ;
- 4° Avoir la possibilité d'obtenir la qualification de P 1 ;
- 5° La sécurité sur les ponts.

LES CONDITIONS DE TRAVAIL

Même avec quarante-cinq heures et demie de travail par semaine, le salaire est nettement inférieur à 1 200 F par mois, qui n'est pourtant qu'un minimum vital.

Le patron essaie de diviser les pontonniers et les chaudronniers :

— Les chaudronniers sont au rendement. Quand ils attendent le pont, c'est du temps de perdu, alors que les temps qui leur sont alloués sont déjà ridiculement bas. Quand le rendement est jugé insuffisant, ça coûte un avertisse-

ment ! (Au bout de trois, on va rejoindre l'armée de chômeurs !)

— Si les pontonniers vont vite, pour essayer de servir tous les ouvriers, ils risquent de causer de graves accidents. S'ils font attention, ils se font engueuler parce qu'il y a toujours quelqu'un qui attend !

Ils respirent les vapeurs de soudure, la poussière, les rayons de la soudure à l'arc leur font mal aux yeux, le bruit : tout cela porte sur les nerfs.

Tous les pontonniers (16) de la chaudronnerie sont O.S. Ce sont tous des immigrés.

Ils sont tous unis et ont décidé de faire grève jusqu'à la satisfaction de leurs revendications. A eux 16, ils bloquent le travail pendant plusieurs heures au montage des transformateurs qui est le point névralgique de l'atelier et un des plus importants de toute l'usine.

Vendredi, un petit résultat est déjà apparu : désormais, ils pourront faire un stage de formation leur permettant d'acquiescer la qualification de P 1.

Soutenons la juste lutte des pontonniers !

Pas de salaire inférieur à 1 200 F par mois (base 40 heures) !

Correspondant « H.R. ».

ENCORE UN CRIME DU CAPITAL A RHONE-POULENC (VITRY)

Un mois après le très grave accident à l'usine de Saint-Aubin-lès-Elbeuf, qui coûta la vie à trois travailleurs, c'est à l'usine de Vitry qu'une explosion s'est produite le mardi 6 juin. Un ouvrier, père de famille, est grièvement brûlé sur 42 % de la surface du corps et aux deuxième et troisième degrés.

Les circonstances de l'accident sont simples : l'ouvrier a été victime d'une explosion due à l'électricité statique. Une fois encore, c'est la négligence des patrons qui en est cause.

En effet,

— L'ouvrier effectuait une opération rare pour laquelle il devait hisser jusqu'au troisième étage des bidons de 50 kilos à la force du poignet et dans un escalier étroit comme une échelle de pompiers ;

— Le bidon, une fois monté, ne pouvait être relié à « la terre », alors que le produit qu'il contenait se charge très vite d'électricité statique ;

— L'ouvrier portait des vêtements en nylon qui fondent sous l'effet de la chaleur et pénètrent dans la peau.

Ces vêtements sont imposés pour la stérilité du produit fabriqué, au mépris de toute sécurité pour les ouvriers.

Ce camarade grièvement blessé est une nouvelle victime de l'exploitation capitaliste. Les patrons qui ont toujours assez d'argent pour améliorer la qualité des produits ou pour faire la bombe n'en ont jamais lorsqu'il s'agit de notre sécurité. Ces accidents sont de véritables crimes car les bourgeois sacrifient, en toute connaissance de cause, la vie des ouvriers au profit.

Nous ne voulons pas mourir pour les patrons.

Imposons par la lutte la sécurité dans le travail.

Correspondant « H.R. ».

CRIME DU CAPITAL

Un ouvrier, Georges Sturtzel, 57 ans, domicilié à Hanhoffen qui travaillait à la réparation d'une cage de bande transporteuse à Bischwiller est tombé d'une hauteur de 7 mètres et est mort sur le coup le 12 juin 1972.

Encore une fois le capital à la recherche du profit maximum a tué. Les lois sur la sécurité sont bafouées, la vie d'un travailleur leur importe peu.

CHOMAGE, ASSEDIC ET GESTION DE LA MISÈRE

En régime capitaliste, le chômage est élevé au rang d'institution. Arme redoutable aux mains des exploités, il leur permet d'asservir plus complètement la classe ouvrière.

Salaires de misère, cadences exténuantes, droit syndical bafoué, entre-tenu pour diviser français et immigrés, chantage aux licenciements face aux revendications, en voilà les conséquences directes au sein des entreprises.

Le « revers de la médaille » pour les buveurs de sang, c'est qu'il leur faut soigneusement maîtriser l'extension de ce chômage, afin d'étouffer tout mouvement radical des masses débouchant sur une révolution prolétarienne violente. Or, la société capitaliste qui actuellement connaît une crise profonde s'aggravant de jour en jour, a bien du mal à maintenir le chômage dans des limites acceptables pour elle, limites au-delà desquelles les risques d'affrontements violents avec la classe ouvrière s'accroissent considérablement.

Accorder des miettes aux « travailleurs privés d'emploi » (comme est ainsi pudiquement dénommée l'armée de réserve des sans travail : 600.000 personnes en 1972) n'a donc rien à voir avec une prétendue justice sociale par ailleurs impensable sous un tel régime, mais témoigne bel et bien du désir de perpétuer sans encombre l'odieuse exploitation de l'homme par l'homme.

C'est dans ce contexte que prend place, parmi de semblables artifices bourgeois, l'accord du 27 mars 1972 appliqué par la Caisse Paritaire de Chômage ASSEDIC, organisme officiellement chargé de gérer la misère. L'O.R.T.F. et la presse pourrie à la solde du pouvoir se sont fait amplement l'écho de cette « largesse » du patronat, venue à point pour tenter de désamorcer la colère des travailleurs en lutte pour de légitimes revendications (retraite à 55 ans pour les femmes, à 60 ans pour les hommes, etc.).

Le texte adopté prévoit l'octroi aux chômeurs licenciés à 60 ans et plus d'un « complément de ressources » à verser jusqu'à 65 ans et 3 mois aux allocations déjà perçues au titre de l'Aide Publique et de l'ASSEDIC ce complément de ressources viendra s'ajouter jusqu'à concurrence d'un plafond égal à 66 % du salaire antérieur (salaire de référence calculé sur la base des rémunérations perçues au cours des 3 mois précédents le licenciement).

L'examen des premiers dossiers fait clairement apparaître toute l'hypocrisie contenue dans cette disposition qui ne vise qu'à jeter de la poudre aux yeux du peuple et à récompenser grassement petits chefs et cadres répressifs, auxiliaires zélés du capital.

Les deux exemples suivants sont à cet égard particulièrement éloquentes. Il est utile toutefois de rappeler des règles simples concernant le régime.

Les allocations ASSEDIC sont égales à 35 % du salaire de référence, celles de l'Aide Publique ont un taux pratiquement uniforme fixé à 7,55 F par jour susceptible de majoration pour personne à charge. Examinons tout d'abord le cas d'un cadre moyen.

Son salaire mensuel moyen était de 3.500 F par mois. L'ASSEDIC lui verse 35 % de cette somme, soit 1.225 F. A cela s'ajoute 7,55 x 30 d'Aide Publique : 226,50 F. Les 66 % du salaire de référence (3.500 F) s'élèvent à 2.310 F, le complément de ressources auquel ce personnage pourra prétendre est égal à :

2.310 — 1.225 + 226 = 859 F.

Pour l'ouvrier, l'OS, l'esclave moderne du capital la réalité est tout autre. Les 35 % de son salaire de référence (800 F) ne lui concèdent qu'une allocation mensuelle de 280 F à laquelle s'ajoutent les 226 F d'Aide Publique soit 506 F. Les 66 % du salaire de référence s'élèvent à 528 F, le complément sera égal à :

528 — 506 = 21 F par mois !

Voilà donc à quoi se glorifient technocrates bourgeois et vermines capitalistes : favoriser leurs chiens couchants, leurrer et abuser les authentiques travailleurs. Cette simple illustration ne tient nullement compte de multiples barrières accumulées au détours des textes qui restreignent considérablement son application pratique. Enfin, diverses catégories professionnelles parmi les plus défavorisées ne peuvent prétendre à cette aumône. C'est le cas des travailleurs handicapés des ateliers protégés.

Une véritable gestion sociale ne sera le fruit que d'une révolution prolétarienne armée !

La classe ouvrière ne veut plus des « miettes ». —

Nous sommes des hommes et non des chiens.

Un travailleur
marxiste-léniniste
de l'ASSEDIC.

O. R. T. F. :

Un coup porté à la liberté d'expression

Au premier coup d'œil on voit l'importance du rôle de la télévision. Présente dans des millions de familles, elle est une arme essentielle de la domination de la bourgeoisie. Elle façonne les esprits, impose son point de vue. Ce qui concerne l'O.R.T.F. est d'un intérêt essentiel pour la bourgeoisie ainsi que pour le prolétariat. Or dernièrement un nouveau statut de l'O.R.T.F. a été adopté. Nous allons voir qu'il s'agit d'un grave coup porté à la liberté d'expression, d'un point marqué par l'aile fascisante de la bourgeoisie.

LES SCANDALES : LE PRETEXTE

A l'origine du nouveau statut de l'O.R.T.F. se trouve une soi-disant volonté de mettre un terme aux scandales, à la corruption qui sévissait dans les milieux dirigeants de l'O.R.T.F.

En fait ainsi que nous l'avons déclaré à l'époque, la divulgation de ces « scandales » intervenant après une longue série d'autres, n'avait eu lieu que parce que l'aile fasciste de la bourgeoisie y trouvait son compte dans son offensive contre les partisans de la « nouvelle société » à la sauce Chaban-Delmas. Se parant d'un masque de « pur et dur », c'était pour elle le prétexte rêvé pour porter un coup à la liberté d'expression à la télévision. Le nouveau statut n'empêchera pas la corruption d'avoir cours.

LE VRAI BUT

Pour le comprendre il suffit d'écouter quelques réflexions de députés U.D.R. D'abord Tomasini, secrétaire général de l'U.D.R. : « Tous les jours nous sommes abreuvés, notamment dans le domaine des magazines, et dans le domaine des informations, de propagande et de publicité clandestine en faveur de la subversion. C'est cela le scandale, et il faut que le scandale cesse ».

Ou bien encore Sanguinetti qui accusait l'O.R.T.F. de « distiller le poison » et d'accorder « aux groupuscules gauchistes une place hors de proportion avec ce qu'ils sont ».

Ou le député U.D.R. Lebas : « Sous prétexte de culture, des équipes gauchistes pratiquent l'intoxication ».

Ou enfin le député U.D.R. Fontaine de déclarer : « Pas de Mao R.T.F. ».

L'objectif était clair : Il s'agissait de liquider la réforme de l'O.R.T.F. mise au point par Chaban-Delmas après 68 et qui à leur gré laissait passer encore trop de vérités.

Il s'agissait de renforcer le contrôle des émissions, de les filtrer, pour ne laisser passer que ce qui est conforme aux intérêts du capital.

L'EMPOIGNADE

Le nouveau statut de l'O.R.T.F. a marqué une nouvelle étape dans la guerre des clans qui se mène au sein de la bourgeoisie. L'enjeu en étant l'élimination de Chaban-Delmas jugé trop libéral.

Rarement l'empoignade entre bourgeois aura été aussi aiguë. Les Républicains indépendants, jouant le rôle de fer de lance de la fascisation, ont rarement été aussi loin. C'est ainsi que Poniatovsky, bras droit de Giscard d'Estaing mit à profit le débat pour demander la démission de Chaban-Delmas : « Nous voulons l'ordre et le sérieux de la

continuité, mais avec de nets et clairs changements de direction. »

Le débat entre « privatisation » et « monopole » a recouvert en fait la lutte entre partisans d'une télévision totalement muselée et d'une télévision plus « libérale ».

C'est ainsi que le frère de Giscard d'Estaing, tout comme l'ex-O.A.S. Griotteray, réclamèrent la « privatisation » pour donner des « garanties de qualité et de moralité des programmes, d'objectivité et d'exactitude des informations ».

UN STATUT FASCISANT

Comme nous allons le voir le nouveau statut de l'O.R.T.F. est une victoire des éléments fascistes de la bourgeoisie, le P.D.G. de l'O.R.T.F. sera nommé par le gouvernement pour une durée de 3 ans et cumulera les fonctions qui auparavant étaient partagées entre le président du conseil d'administration et le P.D.G. de l'O.R.T.F. Il sera responsable « des orientations générales devant le gouvernement » c'est-à-dire qu'il sera chargé du contrôle des émissions.

Le conseil d'administration dans lequel siègeront des députés (qui

dans l'état actuel seront parmi les plus fascistes) aura pour rôle d'« assurer la qualité et la moralité des programmes ». Les « unités autonomes d'information » qui étaient l'objet des attaques d'éléments tels que Tomasini sont supprimées. Auparavant, ces unités étaient dirigées par des journalistes qui dans l'exercice de leur métier étaient amenés à faire connaître certaines vérités. Dorénavant toute « autonomie » disparaît et le contrôle des émissions sera effectué par le P.D.G. et le conseil d'administration.

Comme on le voit, le nouveau statut de l'O.R.T.F. réduit la liberté d'expression qui pourtant y était déjà bien limitée. C'est un pas de plus dans la fascisation, dans l'embrigadement, la préparation des esprits au fascisme. L'O.R.T.F. est l'enjeu d'une bataille importante pour l'avenir. En déclarant que le nouveau statut « ouvre la voie à l'efficacité et à la responsabilité » le fasciste Griotteray a manifesté la volonté des siens de ne pas en rester là.

A nous d'être vigilants et prêts à défendre la liberté d'expression, et à exiger dès maintenant l'abolition du nouveau statut de l'O.R.T.F.

André COLERE.

LE GOUVERNEMENT ATTAQUE, LES TRAVAILLEURS PRÉPARENT LA RIPOSTE



Manifestation des travailleurs de l'ORTF le 15 juin

Dans le but de livrer totalement et définitivement aux intérêts monopolistes le domaine des télécommunications (la radio-télévision, le cinéma, les disques d'aujourd'hui et les vidéo-cassettes, la télé-distribution par câbles et la diffusion par satellites de demain) le gouvernement de la bourgeoisie monopoliste vient de faire voter par son Parlement le projet MALAUD.

Dans un précédent article (H.R. n° 147) l'Humanité-Rouge a dénoncé cette manœuvre de la bourgeoisie fascisante qui a pour but de soumettre mieux encore la production culturelle passée, présente et à venir du peuple français à ses intérêts idéologiques, politiques et économiques.

Le projet Malaud qui conclut les « travaux » acharnés des commissions de démantèlement nommées par le gouvernement depuis le Rapport Paye (juin 70), c'est l'organisation légalisée du bradage de l'Office aux intérêts privés. Pour atteindre

son but le sieur Malaud n'y va pas par 4 chemins : IL SUPPRIME LE DROIT DE GREVE !

Les travailleurs de l'O.R.T.F. sont voués de cette façon aux licenciements massifs, aux mutations arbitraires, à des conditions de travail encore plus désastreuses, à la déqualification systématique, à la baisse et à la personnalisation des salaires, aux brimades et à la répression.

Devant ce projet cynique la colère des travailleurs de l'Office est grande. Mais leur riposte est désorganisée par les directives démobilisatrices de leurs syndicats (F.S.U., S.N.R.T.-C.G.T., C.F.D.T., S.N.J.,...) qui font passer les intérêts immédiats des quelques 20.000 salariés de l'O.R.T.F. à l'arrière plan de leurs sempiternelles tractations politiques de sommet entre états-majors révisionnistes, réformistes et corporatistes.

C'est ainsi que les travailleurs de l'entreprise ont été appelés à servir de décor à une « grève » de midi à 20 heures le 14 juin, en travaillant

déposer une motion de protestation à la tribune du Parlement, pendant que la bourgeoisie continuait à déverser ses mensonges sur les ondes ! Bien entendu le Parlement a entériné le projet Malaud.

Pour barrer la route à la politique des gangsters monopolistes il ne reste qu'une seule arme aux travailleurs de l'O.R.T.F., c'est LA GREVE REVENDICATIVE DE MASSE ILLIMITÉE sur les justes mots d'ordre qui feront échec au plan gouvernemental :

- contre tout licenciement ;
- contre l'aggravation des conditions de travail ;
- pour la suppression de l'abattement de zone ;
- pour des augmentations de salaires égales pour tous ;
- pour les 40 heures tout de suite, sans diminution de salaire ;
- pour la retraite à 60 ans, 55 ans pour les femmes ;
- pour l'embauche des occasionnels et pigistes, la suppression des sociétés prestataires et l'embauche de leur personnel ;
- pour la défense des libertés démocratiques, du droit syndical et du droit de grève sans préavis.

Dans cette voie les ouvriers et techniciens du Centre parisien de Joinville ont manifesté avec combativité et dans l'unité le 14 juin du Trocadéro à la Maison de la Radio lors du défilé de l'Intersyndicale avec une banderole portant le mot d'ordre : CONTRE LA MAIN-MISE DU GOUVERNEMENT DES TRUSTS :

- HALTE AU DEMANTELEMENT DE L'O.R.T.F. !
- et une vingtaine de pancartes où l'on pouvait lire :
- A L'EAU LE PROJET MALAUD !
- LES REQUINS A LA PORTE !
- PAS TOUCHE AU DROIT DE GREVE !
- LE « PRIVE » A LA PORTE !
- PARIS-PROVINCE : UNITE D'ACTION !
- A L'O.R.T.F. comme partout, SEULE LA LUTTE PAIERA !

Correspondant H.R.

**UNE ETUDE D'UN
INTERET CAPITAL
POUR LES CHEMINOTS

HIERARCHIE
CAPITALISTE
A LA S.N.C.F.**

Comportant toutes les explications critiques et techniques sur les salaires à la S.N.C.F., avec tableaux et graphiques à l'appui.

— 16 p. de format 21 x 27
— L'exemplaire : . . . 2 F
+ Frais d'exp. 0,35 F

Réglement par moyens à votre convenance, à notre adresse ou par l'intermédiaire de nos diffuseurs.

Pour nos revendications immédiates, développement des ACTIONS DE CLASSE

S.E.B. (Côte-d'Or) :

« L'USINE APPARTIENT aux TRAVAILLEURS, C'EST NOUS QUI L'AVONS FAITE »

La S.E.B., premier fabricant français d'ustensiles de cuisine :

- Fabrique la cocotte-minute (90 % du marché français), des fabrications sous contrat dans le monde entier ;
- Fabrique des friteuses électriques (75 % du marché français) ;
- Entreprise « familiale » dirigée par Frédéric Lescure ;

— A pris le contrôle il y a trois ans de Tefal puis de Scovill-France (couteaux électriques, sèche-cheveux, moulin à café, etc.) ;

— A racheté au début de l'année la majorité des actions de Calor (plus de la moitié du marché français du fer électrique et des petites machines à laver) ;

— En tout, le chiffre d'affaires : 450 millions, dépasse son principal concurrent, Moulinex : 400 millions de francs de chiffre d'affaires.

LE PATERNALISME A FAIT SON TEMPS

Frédéric Lescure est le patron paternaliste. Il a servi de modèle en 1968 pour la « participation » et, à ce titre, a participé à des émissions de télévision.

Il veut se conduire comme le petit roi dans son canton : c'est le principal employeur, il possède des terres immenses. Il prête de l'argent à ses ouvriers pour qu'ils se fassent construire des maisons et comme ça il les tient pendant vingt ou vingt-cinq ans.

A la S.E.B., 900 employés, il n'y a pas eu de grève depuis 1936. En 1968, il n'y a eu qu'une demi-journée symbolique.

La grève actuelle est un coup formidable porté à l'empire Lescure.

Profitant de sa situation de quasi monopole dans la plupart de ses produits, la S.E.B. a pratiqué pendant longtemps une politique de « participation » et de salaires relativement plus élevés que la moyenne des entreprises de la région. Mais la concurrence capitaliste jouant, les salaires de la S.E.B. se sont progressivement alignés sur ceux des autres entreprises métallurgiques.

L'OCCUPATION

Depuis quelques mois, un certain mécontentement régnait parmi les ouvriers. Des discussions entre patronat et représentants syndicaux (C.G.T.-C.F.D.T.) étaient engagées.

Depuis plusieurs semaines, les ouvriers de l'atelier de polissage avaient posé des revendications concernant les conditions de travail et les salaires.

La C.G.T. a alors essayé de temporiser en disant : « Attendez le 7, on fait grève. » Le 7 juin, il y eut quelques légerayages qui n'ont rien résolu. Un rendez-vous était alors pris entre syndicats et direction pour le vendredi 9.

A cette réunion du vendredi 9, la C.F.D.T. a proposé une augmentation de 170 F par mois et par employé.

Direction et C.G.T. ont alors refusé cette revendication non hiérarchisée.

En fin de matinée, réunion des travailleurs qui refusent les augmentations hiérarchisées.

Le vendredi après-midi, tous les ateliers débrayent.

On se retrouve le lundi matin. Les travailleurs, unanimes, décident de poursuivre l'action.

La direction, contactée par téléphone, tergiverse pendant deux heures pour finir par refuser d'engager de nouvelles négociations. C'est alors que la grève se durcit. Un piquet de grève de 200 ouvriers se forme pour la reprise de l'après-midi. Les cadres qui se présentent se font interdire l'entrée de l'usine, on leur dit : « L'usine appartient aux travailleurs, c'est nous qui l'avons faite. »

Un huissier se présente, il rédige un procès-verbal, ceux qui dirigent la grève insistent pour qu'il marque : « Les salariés décident d'occuper les locaux et refusent de laisser entrer les patrons. »

- Pour les O.S. 2 : 1 340 F ;
- Pour les P. 1 : 1 480 F ;
- Pour les P. 2 : 1 650 F ;
- Pour les P. 3 : 1 880 F.

Ce qui est sans doute en retrait de la première proposition de la C.F.D.T. (170 F pour tous) mais qui est néanmoins une compression appréciable de la hiérarchisation des salaires.

A la S.E.B. et dans tout Selongey, le moral est bon, les ouvriers se préparent pour une grève dure. Les délégués C.F.D.T. que nous avons rencontrés sont très combattifs. Ils nous ont parlé des grèves de Penarroya, Girosteel, du Joint Français.

de nuit avec barrage des entrées par des Fenwicks, etc.

LES GREVISTES DÉTERMINÉS ET MOBILISÉS

Le matin du 14 juin, une manifestation a lieu à Selongey, regroupant 600 personnes qui manifestent dans les rues et se termine en délégation à la mairie. Lescure, P.D.G. de la S.E.B., est en même temps maire de Selongey et était bien entendu absent.

Pendant ce temps, des piquets de grève sont maintenus à l'usine et à la gare. La mobilisation des travailleurs est énorme : la totalité des grévistes participe en effet à cette action, soit en manifestant, soit en restant aux piquets de grève. Or, les usines de la S.E.B. ramassent les ouvriers dans un rayon de 35 à 40 kilomètres (certains viennent de Langres), ce qui n'incite pas à venir tous les jours.

Les travailleurs sont mobilisés et participent activement aux piquets de grève et à l'occupation des usines. 120 s'inscrivent chaque jour sur les listes d'occupation, et 300 à 400 ouvriers ont d'ores et déjà participé à l'occupation. Chaque jour, le matin et l'après-midi, réunion générale des ouvriers grévistes, malgré les difficultés dues à l'éloignement des lieux d'habitation, pour décider de l'action à suivre.

SALAIRE A 1 220 F POUR LES O.S.

D'autre part, de nouvelles discussions nous ont permis de mieux connaître l'usine. Seule la C.F.D.T. nous accueille et nous reçoit très cordialement. Les effectifs de la C.G.T. et de la C.F.D.T. sont à peu près les mêmes (150 à 180 adhérents chacun).

Les salaires vont de 1 à 7. Les petits chefs sont choisis parmi les ouvriers les plus fayots (ils sont tous jaunes).

Après l'achat, par la S.E.B., de Calor, Tefal, etc., la direction voulait égaliser les salaires de l'ensemble des usines en bloquant les « hauts » salaires pratiqués à la S.E.B. Or, les ouvriers de Tefal gagnent à peu près 250 F de moins que ceux de la S.E.B. pour une qualification égale.

Mais en fait, la question des salaires a eu une importance secondaire pour le déclenchement de la grève, bien que maintenant la revendication essentielle soit devenue : **Salaires des O.S. à 1 220 F.**

Depuis un certain temps déjà, l'attitude des petits chefs devenait intolérable et un sentiment de révolte étouffé jusque-là par le paternalisme de la maison naissait peu à peu. Il y a deux ou trois mois, les ouvriers avaient débrayé deux heures pour exiger la réintégration d'une ouvrière algérienne (licenciée pour avoir « menacé » et « injurié » un chéfaillon) et ils avaient obtenu gain de cause.

A la S.E.B., il y a environ 100 travailleurs immigrés (Algériens sur 700 ouvriers). Ils suivent tous la grève (nous en avons vu plusieurs aux piquets de grève, mais aucun dans les réunions strictement syndicales).

Les femmes sont parmi les éléments les plus combattifs des grévistes.

En Côte-d'Or, la S.E.B. en grève illimitée avec occupation, c'est vraiment le pavé dans la mare des « bons patrons ».

Correspondant H.R. Dijon

S. C. P. C. (Clermont-Ferrand)

10^{ème} semaine de grève

Depuis le 18 avril, les ouvriers de la S.C.P.C. mènent fermement le combat. Toutes leurs manœuvres patronales ont échoué devant la volonté des ouvriers de mener la lutte contre classe, jusqu'à la satisfaction de leurs revendications :

— 80 centimes de l'heure et suppression des primes à la tête du client ;

— Le 13^e mois ;

— Le transport gratuit.

Alors le patron de la S.C.P.C. a fait appel aux forces de répression que l'état bourgeois met à la disposition des patrons en permanence.

En pleine nuit, le 8 juin à 3 h 30, une centaine de garde-mobiles, armés jusqu'aux dents ont envahi l'usine. Ils ont fait évacuer les ouvriers qui l'occupaient et l'ont rendu au patron.

— A la S.C.P.C., comme au Joint Français, comme aux Nouvelles Galeries de Thionville, comme partout où les ouvriers se révoltent et entrent en lutte contre l'exploitation éhontée qu'ils subissent, l'état bourgeois envoie ses hommes de mains au secours des patrons.

— Malgré la présence des flics à l'usine, les grévistes ont tenté d'en interdire l'accès aux larbins du patron. L'un d'eux a foncé sur le piquet de grève avec sa voiture et a blessé grièvement un ouvrier qui est maintenant à l'hôpital.

NOUVELLES GALERIES (THONVILLE)

ÉCHEC AUX MANŒUVRES DÉMOBILISATRICES

Les grévistes des « Nouvelles Galeries » de Thionville et du dépôt de Richemont continuent leur combat de classe déclenché, voilà 10 semaines, le 17 avril, malgré certaines manœuvres démobilisatrices.

La Fédération nationale du Commerce C.F.D.T. apporte son soutien à cette juste lutte. Elle propose d'organiser des actions dans les magasins où la C.F.D.T. est la plus représentée.

Au cours d'une assemblée générale, le comité de grève a proposé « de propulser les revendications sur le plan national et local au sein de la société ».

Le renforcement de l'unité de combat, classe contre classe est une nécessité. Les grévistes en intensifiant leur propagande par la persuasion en direction de ceux qui sont à l'intérieur des magasins, renforceront ainsi leurs rangs pour le succès de leurs justes revendications. C'est l'affaire de tous.



Manifestation des grévistes de la S.C.P.C. dans les rues de Clermont-Ferrand.

traîtres de la C.G.T. qui prétendent maintenant « agir » contre l'intervention de la police à l'usine, alors qu'en même temps ils acceptent les miettes du patron et signent pour la reprise du travail.

LES FLICS HORS DE L'USINE !

DEMASQUONS LES DIRIGEANTS TRAITES DE LA C.G.T. !

SOLIDARITE ACTIVE AVEC LES GREVISTES !

LE PATRON CEDERA !

Les travailleurs du Mammoth de Clermont solidaires des grévistes de la S. C. P. C.

La section C.F.D.T. du Mammoth condamne l'intervention de la police au service du patron et agira par tous ses moyens pour exiger l'évacuation des flics de l'usine, et pour soutenir la juste grève des ouvriers de la S.C.P.C.

La section C.F.D.T. du Mammoth tient à dénoncer vigoureusement la tentative de sabotage de la grève organisée non seulement par le patron et la police à son service mais aussi par ceux qui se comportent comme les véritables laquais du patron, à savoir les responsables de l'U.D. et de l'U.L. C.G.T. de Clermont.

Certains travailleurs du Mammoth, trompés par leurs calomnies ont pu dire qu'à la S.C.P.C. les grévistes continuaient la grève parce que les collectes organisées leur rapportaient plus que ce qu'ils travaillaient. Le bruit a été aussi lancé que les membres du comité de grève faisaient la bringue avec l'argent collecté.

(Qui sablait le champagne avec Giscard d'Estaing aux accords de

Grènelle ? SEGUY dirigeant de la C.G.T.).

Il faut savoir que les ouvriers de la S.C.P.C. ne font pas grève pour leur plaisir, mais qu'ils en ont assez de l'exploitation éhontée qu'ils subissent.

Il faut savoir aussi, qu'ils n'ont jamais refusé de négocier comme le font croire les briseurs de grève de l'U.D. et U.L. C.G.T., mais ils ont toujours refusé les propositions ridicules du patron.

Ce qui fait peur au patron et aux dirigeants de la C.G.T. c'est l'exemple des grévistes de la S.C.P.C., c'est leur forme de lutte.

En effet... la S.C.P.C., ce n'est pas une « grevete, une grève bidon », ce n'est pas une « mascarade ». Le patron depuis deux mois ne fait aucun bénéfices. Avec l'occupation de l'usine il ne pouvait pas faire travailler les jaunes et des temporaires.

Les ouvriers de la S.C.P.C. nous montrent la voie pour la satisfaction de nos justes revendications. Ce sont les travailleurs qui imposent par

leur lutte, la satisfaction de leurs justes revendications, les patrons ne lâcheront jamais rien d'eux-mêmes.

Les permanents « porte-serviette » de la C.G.T. ou d'ailleurs, s'ils vont négocier tout seul, avec le patron, n'obtiennent que des miettes (comme les 4 % que nous avons eus en avril et qui ne correspondent même pas à l'augmentation du coût de la vie).

Ce qui fait peur aux patrons et à leurs commis de l'U.L. - U.D. C.G.T., c'est que l'ensemble des travailleurs de Clermont-Ferrand suivent l'exemple des ouvriers de la S.C.P.C., c'est pourquoi ils font tout pour saboter leur grève.

MAINTENANT PLUS QUE JAMAIS,

SOYONS SOLIDAIRES DE S GREVISTES S.C.P.C.

SOUTENONS-LES, FINANCIEREMENT ET ACTIVEMENT EN REJOIGNANT LE COMITE DE SOUTIEN !

(Extrait d'un tract de la section C.F.D.T.)

LUTTE ET VICTOIRE

ENTREPRISE MAILLARD ET DUCLOS à Lyon

Les quelques 400 ouvriers du bâtiment, dont une grosse proportion d'ouvriers immigrés qui étaient en grève sur 13 chantiers depuis le 30 mai ont obtenu des succès dans leur lutte revendicative. En premier lieu la réintégration d'un travailleur licencié. Un protocole d'accord est intervenu le 16 juin. Il a été convenu d'une augmentation uniforme de 0,20 F de l'heure, accordée rétroactivement à dater du 1^{er} juin. Ce qui fait qu'il n'y aura plus de salaire inférieur à 4,70 F de l'heure, y

compris à l'embauche. Au 1^{er} septembre les salaires minima sera à 5 F de l'heure. Diverses améliorations des conditions d'hygiène, de sécurité et de logement sur les chantiers y sont inclus.

TOUT INOX

(à Thiers, Puy-de-Dôme)

Les 1.000 métallos de « Tout Inox » du trust Ugine qui s'étaient mis en grève le 7 juin ont poursuivi leur action. La base en a décidé ainsi. Une semaine après ils obtiennent une augmentation de salaire allant de 0,30 F à 0,42 F de l'heure. La lutte se poursuit.

FROMAGERIE BEL à Lons-le-Saulnier

En grève depuis le 23 mai, les 270 ouvriers des Ets Roustang sont en grève avec occupation ; les 350 ouvriers de la fromagerie Bel égal : ment à Dôle dans un autre Ets Bel 250 ouvriers sont en grève également interdisant l'accès aux camions.

Actuellement les négociations se poursuivent, les ouvriers obtiendraient une augmentation de salaire, le 13^e mois, une prime de vacances de 440 F sur les 450 F demandés. La lutte se poursuit.

A TRAVAIL ÉGAL, SALAIRE ÉGAL ? Un projet de loi « poudre aux yeux »

Fontanet, ministre du travail, vous annonce un projet de loi « imposant » l'égalité des salaires entre hommes et femmes pour la rentrée parlementaire.

On en avait bien besoin ! Jugez donc : la différence de salaire horaire pour une même qualification, pourtant réduite à la suite des luttes de mai-juin 68 (à l'époque 9,5%), était de 6,70 % en 71. Encore que, lorsque cette différence porte sur le salaire annuel, elle soit, par magie, portée à plus de 25 % : par exemple, un ouvrier qualifié gagnait l'an dernier 12.254 F, une ouvrière qualifiée 9.053 F. D'autre part, le salaire moyen annuel net, était en 1971 de 14.521 F pour les hommes, de 9.636 F pour les femmes, ce qui revient à 34 % soit une différence de 1/3.

Est-ce à dire qu'à l'automne prochain, le principe « à travail égal, salaire égal » deviendra enfin une réalité pour nous toutes ?

Il faut se rappeler que c'est le gouvernement français lui-même, qui déjà en 1957 avait fait introduire ce principe dans le traité de Rome ! Qu'en avons-nous vu ? Il est vrai qu'il avait oublié de l'introduire de même dans la législation française. Mais Fontanet va réparer ce malheureux oubli ! ne serait-ce d'ailleurs que pour s'aligner sur les autres pays du marché commun. Bien sûr, chez nos voisins qui eux (excepté les Pays-Bas) ont déjà une loi là-dessus, la situation est sensiblement la même, 1/3 ou un peu plus de différence !...

En effet, ne nous leurrions pas. A quoi tient cette différence ?

D'une part certes, à la discrimination des salaires pour une qualification égale, mais aussi à une différence dans la durée du travail et surtout à une différence de qualification précisément.

— Discrimination des salaires à qualification égale : pour un même travail, exigeant une même qualification, une différence de salaire, ça fait mauvais effet. Alors, pour justifier cette différence, certains patrons diversifient légèrement le travail : généralement on exclut les femmes des tâches de réglage ou d'entretien correspondant à leur production, et le tour est joué.

D'autre part, on les employera en plus grand nombre dans les secteurs mal rétribués, comme le textile, comme les travaux exigeant plus de dextérité que de force physique.

— Différence de durée de travail : Les femmes ont leur double journée de travail. Les heures supplémentaires pour elles sont impossibles. Mais aussi, on va, par « sollicitude », les mettre en chômage partiel, leur accorder les 40 heures avec diminution de salaire, les licencier les premières, etc.

Et surtout, différence de qualification :

42,5 % des femmes travailleuses n'ont que le C.A.P., 18 % un diplôme technique professionnel, 1 % un niveau supérieur au bac, et le reste (38,5 %) rien du tout !

D'autre part, l'accès à la formation professionnelle, quand il n'est

pas quasiment interdit, est orienté d'une façon qui n'a rien à voir avec le marché de l'emploi : 85 % des jeunes filles en formation professionnelle, sont formées à la couture, alors qu'on n'en emploiera que 20 % dans ce secteur !

Sans parler des difficultés pour obtenir une promotion, soit limitation administrative d'office, soit refus dans les usines de leur faire passer les essais nécessaires.

D'ailleurs, pour bien voir le véritable projet des capitalistes, derrière l'hypocrisie du projet Fontanet, il suffit de se référer à un groupe de travail du C.N.P.F., proposant de résoudre la crise du travail industriel par l'embauche de beaucoup plus de femmes dans les emplois répétitifs d'O.S. !

Les femmes travailleuses doivent poursuivre la lutte pour l'application de ce principe : A TRAVAIL ÉGAL, SALAIRE ÉGAL, dans les faits, pas sur le papier ! Non, les « patrons ne font pas de cadeaux ». Malgré toutes ses belles affirmations, ses belles promesses, pour tenter d'endiguer la montée des luttes des travailleuses et en particulier des ouvrières qui participent de plus en plus massivement aux actions, aux grandes grèves de la classe ouvrière comme au Joint Français, ce n'est pas le pouvoir des monopoles qui donnera l'égalité aux femmes devant le travail. Elles la gagneront elles-mêmes par leur lutte pour abattre le pouvoir des exploités et restaurer le socialisme.

CATASTROPHE DE VIERZY : FATALITE OU CRIME DU CAPITAL

Cette année encore, la France est endeuillée par une catastrophe : plus de 100 morts, sans doute, dans le tunnel de Vierzy. Rappelons-nous l'avalanche du plateau d'Assy, qui tua tant d'enfants de travailleurs, et l'incendie, en 1970, du « 5-7 », qui coûta la vie à 146 personnes. Ce n'est pas la fatalité qui est à l'origine de chacun de ces drames, mais l'extrême souci d'économie des capitalistes et leur aveugle recherche du profit. Qui peut nous faire croire qu'en 1972 on n'a pas les moyens de détecter le degré de résistance d'un tunnel ? D'ailleurs, d'après les premiers témoins interviewés à Vierzy, des éboulements se produisaient chaque jour dans ce vieux tunnel qu'on devait colmater sans arrêt ! Pourquoi ne parle-t-on plus de ces déclarations ? Pourquoi les hauts responsables S.N.C.F. ont-ils essayé (en vain, car c'était gros) de faire croire que l'éboulement était la conséquence du déraillement et non la cause ? Pourquoi tant de discrétions entourent l'enquête quatre jours après le drame ? Parce que les hauts responsables S.N.C.F. ne sont pas innocents : ils cherchent à cacher leur coupable négligence, leur mépris de la sécurité. Il est plus facile à ces hauts fonctionnaires de l'Etat capitaliste patron de compresser le personnel S.N.C.F., et d'augmenter les cadences, que d'engager des frais pour assurer la sécurité des voyageurs. C'est la logique du capitalisme, fût-il d'Etat !

Le capitalisme assassin est seul responsable !

L'ECOLE DU CAPITAL : l'affaire Hurst

12 MAI 72. J.-L. Hurst, instituteur détaché au C.E.S. De Geyter, à St-Denis, 11 ans d'ancienneté, se voit notifier sa mutation d'office à Stains dans une classe dite « pratique », voie de garage pour les pauvres gos-

CANNES : UN CERCLE « JEUNESSES COMMUNISTES » PAS COMME LES AUTRES !

A l'occasion de la grève du 7 juin, le cercle cannois des J.C. avait décidé de manifester aux côtés du Comité de Lutte de Cannes (impulsé par des militants de l'Humanité-Rouge et de Révolution).

Dès le début du rassemblement, deux banderoles intruses se distinguèrent par leurs mots d'ordre combattifs :

« Girosteel, Babcock, Joint Français, le combat a payé, il paiera encore » et « A bas l'Etat des flics et des patrons ! » Apercevant ces banderoles non conformes aux slogans habituels, les pontes C.G.T. demandèrent au cercle J.C. de retirer son sigle U.J.C.F. !

La présence insolite dans leurs rangs d'un drapeau rouge a amené un délégué C.G.T. à venir s'assurer de la bonne appartenance des camarades à la J.C. Il doutait... Sa crainte ne fit que se confirmer quand ses oreilles scandalisées crurent entendre : « Libertés syndicales, pas de milices patronales ! » ; « Labroche, Overney, la bourgeoisie a tué » ; « défendons les mal-logés » ; « Plus un seul licenciement » ; « Face au patronat, seul le combat paiera » ! « Travailleurs français et immigrés, même combat »... mots d'ordre appréciés et repris par des jeunes travailleurs.

que va devenir le cercle J.C. qui n'en est pas à sa première incartade ? Plusieurs fois menacé, il risque d'être dissout, mais s'il est perdu pour les révisionnistes, il est gagné à la cause de la révolution.

D'après un communiqué du Comité de Lutte Carnot.

ses qu'on y a « orientés ». Il serait « inapte » (sic). En fait le gouvernement et les notables de St-Denis sont d'accord : Hurst est indésirable. Au cours de l'année scolaire, il s'est fortement lié avec une classe de 6^e, une trentaine d'enfants de travailleurs manuels, immigrés pour une bonne part. Au lieu de leur imposer un programme théorique de grammaire ou de leur dicter à eux, gosses du St-Denis-sans arbres, des taudis, des poèmes de Lamartine sur la « nature », il a opté de partir de leur expérience, de leurs intérêts, de leur laisser la parole, mais sans enquête, pas droit à la parole. Les enfants ont été intéressés par l'affaire de Clairvaux et ils ont donc enquêté : sur la peine de mort, sur les journaux et leur pseudo-objectivité, sur les vrais responsables

Cela l'Etat fascisant ne peut l'admettre. A l'école aussi la bourgeoisie monopoliste, effrayée par la montée de l'esprit révolutionnaire chez les enfants du peuple, renforce fébrilement son contrôle idéologique. Dans ce but elle a lancé une vaste offensive contre les enseignants qui refusent les idées, ou plutôt, la propagande du pouvoir. Aujourd'hui ce sont essentiellement les enseignants révolutionnaires qui sont touchés, demain la répression risque de s'abattre sur tout enseignant qui refuse de propager l'idéologie réactionnaire du capital. Mais ce n'est pas sur les dirigeants réformistes ou révisionnistes qu'il faut compter pour organiser la riposte efficace. Au contraire ils renvoient dos à dos les sanctionnés et l'Etat qui les réprime, pour en fin de compte apporter leur soutien à ce dernier.

Ainsi St-Denis Républicain, journal local du P.« C. » F., parlant des sujets traités par Hurst dans sa classe écrit : « propos ambitieux qui soulèvent un certain nombre de problèmes théoriques ». Suit un fatras verbeux qui revient à proclamer les vertus de la culture au-dessus des classes, ce « patrimoine » qu'on se

doit d'assimiler ».

Le 12 mai donc, Hurst est prêt à céder. Mais il n'a pas compté avec la détermination de ses élèves, ils ont 11, 12, 13, 14 ans.

A l'annonce de cette mutation, ils écrivent au maire, ils se mettent en grève. Malgré le chantage à l'exclusion de l'administration et les pressions des profs, ils ne cèdent pas, ils injurient les « jaunes ». Le soir même 15 parents signent une motion de soutien.

Un comité de soutien groupant élèves, parents-profs fait échec à l'A.P.E.*. Cette A.P.E. manipulée par un notable réviso a condamné formellement le « gauchiste » et a joué un rôle moteur dans sa mutation. Le 27 mai a lieu une manifestation, en pleine foire commerciale, organisée bien sûr par la municipalité. Des tracts éperdus ont appelé la population à ne pas céder aux provocations. Mais elle est décidée, la manif. et l'A.P.E. impuissante pourra se lamenter : Est-il normal que nos fils, nos filles hurlent dans la rue à

bas le dirlo, à bas l'école, à bas la police et les patrons ». Une fanfare d'élèves joue les mesures de l'« Orient Rouge ». Puis les jeunes chantent l'Internationale devant les grilles fermées de la mairie : tout un symbole : Hurst continue courageusement à occuper sa classe, mais le 3 juin les flics sont là, hués par les élèves.

Que les enseignants progressistes s'organisent en prenant exemple de cette lutte, à la base et dans l'action.

— Luttes contre la fascisation. Que chaque sanction suscite une réplique. Faisons reculer le pouvoir.

— Dénonçons sans répit l'école du capital. Refusons le matraquage des cerveaux.

— Prenons conscience que tout est politique : laisser ou non la parole aux élèves, ouvrir ou non la pédagogie sur la société et sur sa critique pour préparer l'abolition du capitalisme.

* A.P.E. : Association de Parents d'Elèves.

Le C.A.P., et après ?

A l'époque du C.A.P., le même problème se pose tous les ans : trouver du travail après l'examen. Normalement, l'école doit placer ses élèves, c'est du moins ce qu'on dit aux parents.

Mais cette année, dans un C.E.T. parisien, la moitié des tourneurs et des ajusteurs et le quart des fraiseurs seulement sont placés. Et encore ceux qui n'ont pas 18 ans sont refusés par les boîtes à cause du travail de nuit !

Ça fait plus de la moitié des élèves qui doivent se débrouiller pour l'embauche ! Et quand on n'a pas fait son service, c'est pas facile ! Après 3 ans de formation professionnelle, certains se retrouvent au chômage. 40 heures par semaines, plus

le transport, les devoirs, le travail non déclaré, le week-end, et au bout de trois ans l'insécurité de l'emploi, le chômage, voilà ce que la bourgeoisie offre aux fils d'ouvriers !

La seule porte de sortie qu'elle offre aux jeunes chômeurs, c'est une formation assurée... en s'engageant pour 3, 5 ans et plus dans ses instruments de répression, l'armée ou la gendarmerie... !

De tout ça les élèves de C.E.T. ont assez ! Ils commencent à s'organiser et disent :

40 heures de travail scolaire c'est trop !

Avec ou sans C.A.P., placement assuré !

A bas le chômage !
Un correspondant de C.E.T.

QUE LES BOURREAUX NAZIS SOIENT CHATIÉS !

Dimanche, 11 heures. Une foule inhabituelle se presse dans le square de l'archevêché. Les visages sont graves, les conversations, quoique animées, se déroulent à voix basse. Des poitrines constellées de décorations attirent le regard; d'autres, tout aussi glorieuses, n'arborent pas ces décorations qui leur ont été refusées ou qu'elles-mêmes ont refusées. La moyenne d'âge des participants est élevée pour une manifestation et c'est bien pourtant d'une manifestation qu'il s'agit.

Tous ont répondu à l'appel des organisations d'anciens combattants, résistants et déportés. Tous sont ici pour crier leur indignation devant le scandale qui les touche au cœur: la mesure de « clémence » accordée au bourreau fasciste Touvier, collaborateur zélé des occupants nazis, assassin de plusieurs centaines de juifs et de résistants, qui, par la grâce de Pompidou et de son

gouvernement, a retrouvé une entière liberté et la jouissance intégrale des biens pillés à ses victimes.

Tous, têtes grises et jeunes fraternellement mêlés, sont ici pour manifester leur haine du fascisme et leur détermination de ne jamais lui permettre de s'installer à nouveau dans notre pays.

Pendant plus d'une heure, la longue file des manifestants va descendre silencieusement dans le monument du Souvenir élevé à la mémoire de tous les résistants et déportés qui tombèrent dans le combat contre le nazisme. A l'entrée de la crypte, les conversations s'éteignent, les visages se durcissent. Dans un silence impressionnant, tous défilent devant la tombe où, à la libération, fut placé le corps brisé, squelettique, d'un déporté inconnu, symbole, comme le rappelle une inscription, « des 200 000 Français sombrés dans la nuit et le brouillard, exterminés dans les camps

nazis ». Quelques humbles bouquets sont glissés à travers les grilles fermées. « Ils n'ont même pas daigné les ouvrir pour nous, quelle honte ! », s'exclame une vieille femme.

Tout à côté, dans la crypte circulaire, une longue file de petits triangles noirs égrène l'interminable série des noms sinistres, synonymes de l'horreur: Dachau, Auschwitz, Matthausen...

Certains s'y attardent et pleurent silencieusement, le visage contracté par l'émotion et la colère. Car cette douleur n'est pas passive et c'est la fureur de l'indignation qui font se serrer les poings.

A la sortie, un vieux résistant contemple la foule et s'exclame: « Il y a beaucoup de jeunes, c'est bien! Ça donne confiance en l'avenir! »

Correspondant « H.R. »

Vives protestations de résistants

Paul Touvier, entre autres crimes, est le responsable direct de l'assassinat de Victor Basch et de sa femme, qui étaient âgés de 80 ans. V. Basch était un grand universitaire; il a publié plusieurs livres et essais philosophiques. Fondateur de la Ligue des Droits de l'Homme, il a combattu sans relâche le fascisme. Il a été le président du Comité de préparation de la grande manifestation anti-fasciste du 14 juillet 1935. Il fut un ardent défenseur de l'Espagne républicaine. Traqué depuis longtemps par les miliciens de Touvier, Victor Basch et sa femme ont été arrêtés en janvier 1944, puis exécutés sur ordre de Touvier. C'est à cet assassin que Pompidou a donné le droit de vivre libre, de parader et de bafouer la Résistance!

Les membres de la famille de Victor Basch ont élevé une protestation indignée, dans laquelle ils déclarent notamment: « Les détails du drame sont connus, puisque l'autre assassin, Lecussan, chef de la milice lyonnaise, a publié avant la libération un pamphlet dans lequel il se vantait de l'assassinat de Victor Basch. Il a été par la suite jugé et exécuté. Mais son séide, Paul Touvier, a pu, pendant vingt ans, grâce à des complicités et des protections, échapper au châtiment et atteindre le délai de prescription de la peine capitale ».

L'Association des familles de fusillés et disparus, des déportés et internés résistants et patriotes du Rhône a adressé à Pompidou une lettre de protestation dont voici les principaux extraits:

« Alors que l'opinion européenne, unanime, que le gouvernement français exige, avec une extrême énergie selon vos propres termes, l'extradition et le jugement sur le lieu de ses crimes de Klaus Barbie, vous graciez, vingt-sept ans après, un de ses sbires: Paul Touvier, particulièrement actif et odieux tortionnaire condamné deux fois à mort par coutume ».

« Barbie, lui, est un Allemand nazi ! »

« Touvier est français, mais nazi aussi ! »

« Les familles de fusillés ou massacrés, les rescapés des bagnes et prisons nazis de Lyon et sa région, victimes premières de la milice lyonnaise et de son chef, sont particulièrement stupéfaits et indignés de cette mesure de grâce à l'encontre d'un criminel de guerre dont, en droit international, les crimes sont imprescriptibles ».

« N'est-il pas l'assassin de Victor Basch et sa femme, abattus en janvier 1944 près de Neyron, de commerçants juifs, de résistants dont la liste serait longue à énumérer ? »

« N'a-t-il pas systématiquement pillé les biens de ses victimes, acquérant ainsi une fortune dont il peut aujourd'hui jouir en toute impunité ? »

« Considérant que cette mesure est en contradiction avec les déclarations gouvernementales à l'encontre des criminels de guerre, nous nous permettons de vous demander une explication, au nom de deux mille adhérents de notre association ».

Communiqué de l'A.N.A.C.R. :

ANNULER LA GRACE DE TOUVIER

L'Association Nationale des Anciens Combattants de la Résistance n'a cessé de combattre la mansuétude, voire l'impunité dont ont bénéficié trop d'hitlériens criminels de guerre, comme trop de leurs agents de nationalité française.

Elle a proclamé que, ce faisant, les résistants ne sont pas animés par un désir de vengeance. Ils veulent que les criminels de la dernière guerre mondiale soient mis hors d'état de nuire. Ils dénoncent leur impunité comme source de doutes démoralisateurs sur la monstruosité des forfaits et sur la légitimité de la Résistance. Ils la dénoncent comme susceptible d'encourager tacitement à de nouveaux crimes contre l'humanité, tout au moins d'engendrer une certaine tolérance à leur égard. Ils affirment que la nationalité française de certains coupables ne peut être qu'une circonstance aggravante et

que leur impunité porte particulièrement atteinte au moral et à l'honneur de la nation.

En lutte pour que Klaus Barbie, assassin de Jean Moulin, Max Barel et de tant d'autres, ait enfin à répondre de ses crimes, l'Association Nationale des Anciens Combattants de la Résistance s'indigne de la grâce accordée à l'assassin de Victor Basch et de tant d'autres, l'ancien chef régional de la Milice à Lyon, Paul Touvier.

Elle ne peut admettre que, caché par de puissants complices impunis jusqu'à la prescription de droit commun de ses deux condamnations à mort par contumace, Touvier ait retrouvé, par décision du Président de la République, prise le 23 novembre 1971, la totalité de ses droits civiques (y compris sans doute celui de disposer du « trésor » de la Milice; y compris, à coup sûr, celui

de narguer les survivants, dont il a commencé à faire usage).

Les résistants ont ressenti cette mesure comme une offense à tous ceux qui tombèrent du fait de la Milice et des services de Pétain.

Mais quant au fond, l'A.N.A.C.R. considère que Touvier n'est pas un « droit commun »: il est un criminel de guerre au moins au même titre que Barbie: donc ses crimes sont imprescriptibles, comme l'a constaté le Parlement français unanime. En conséquence, Touvier étant découvert, l'action de la justice doit s'exercer et la mesure de grâce prise par le Président de la République doit être rapportée d'urgence.

Elle en appelle à toutes les associations de résistants, déportés et victimes de guerre pour qu'elles agissent ensemble et immédiatement dans ce but.

Paris, le 13 juin 1972.

Choisy-Le-Roi : LES PERLES DE MARCHAIS

« Monsieur » Georges Marchais tenait, il y a quelque temps une conférence débat sur le thème qui lui est cher: Comment vivre mieux en 1972 ?

Après un petit discours sur la situation actuelle la parole est passée à la salle. Marchais précise bien: « vous pouvez poser toutes les questions que vous voudrez; il sera répondu à toutes. » Quel grand libéral! mais pour avoir le micro, quelle histoire! le moins qu'on puisse dire est qu'il n'était pas baladeur... Il était aussi sujet à des pannes bizarres, au milieu de questions embarrassantes. C'est ainsi qu'un jeune travailleur ne put achever sa question qui portait sur l'absence de soutien aux grandes grèves récentes de Penarroya, Girosteel, le Joint Français.

« Libéral », Marchais voulut faire semblant de l'être quant, à un jeune J.C. qui voulait « casser la gueule à tous les « gauchistes », il répondit:

« Ce ne serait pas une bonne méthode. Nous devons gagner à nous tous ces jeunes (qui bien que très peu nombreux) sont encore trompés par quelques éléments bourgeois liés aux renseignements généraux ».

Voilà pour les paroles. Mais les actes? Qu'en pensez-vous, M. le Maire d'Ivry, vous qui, ceint de votre

écharpe tricolore, avez tenté, à la tête d'un commando P.C.*F., de jeter hors du marché les camarades qui diffusaient l'Humanité Rouge ?

Monsieur Marchais a aussi eu bien du mal à répondre à certaines de nos questions telles que: « Pourquoi n'avoir jamais dénoncé publiquement que Mitterand et Marcellin ont tous les deux été décorés de la Francisque, sous le régime de Vichy ? »

Là, l'embarras de Marchais, travailleur volontaire en Allemagne Nazie est plus que visible:

« Hum! hum! Marcellin, je ne sais pas. Tu connaissais toi Fernand ? (Fernand, c'est le maire de la commune) Non! Mitterand? Ah! oui! Mitterand, on a dit beaucoup de choses à son sujet, mais c'est très controversé! » « Hum! hum! » Belle réponse. Monsieur Marchais vous devriez lire l'Humanité Rouge pour être informé... mais il est vrai que cela pourrait vous retomber sur les pieds si vous déniez vos petits camarades kollaborateurs.

Embarrassé, il le fut aussi quand un autre camarade ouvrier lui lut une situation de Lénine dénonçant comme une tromperie pure et simple la théorie du passage pacifique au socialisme.

La réponse fut une vraie perle; la voici:

« Voie pacifique ne veut pas dire voie sans lutte. Nous mènerons la lutte de classe jusqu'à son paroxysme... mais sans lutte armée! »

Qu'est-ce que le paroxysme de la lutte de classe, M. Marchais? Les élections bourgeoises? Prenez-vous la classe ouvrière et le peuple de France pour des débilés mentaux? Les ouvriers de Penarroya, Girosteel, le Joint Français, les travailleuses des Nouvelles Galeries de Thionville n'oublieront pas de sitôt que la bourgeoisie a envoyé les C.R.S. les matraquer pendant leur grève. A plus forte raison que feront-ils, messieurs les capitalistes quand on essaiera de toucher à leurs intérêts fondamentaux? Ils chargeront leurs mitraillettes, eux. Ils descendront leurs profits par tous les moyens.

C'est bien vrai que, vous, M. Marchais ne voulez pas toucher aux intérêts de ces messieurs les capitalistes. Vous souhaitez simplement vous assoir dans quelques fauteuils ministériels.

Mais on ne peut pas cacher la vérité indéfiniment à la classe ouvrière; le jour approche où les travailleurs, dressés comme un seul homme, prendront la parole pour vous appelez, vous et vos semblables, par votre nom de traître à leur cause.

Correspondant H.R.

Conférence de presse d'un représentant de la Résistance Palestinienne à Paris

Mardi 14 juin, le camarade Kamal Adouane, membre du Comité Exécutif de l'O.L.P., a tenu une conférence de presse à Paris. Un camarade représentant « l'Humanité Rouge » y assistait.

Le camarade Adouane a dénoncé avec vigueur la campagne sioniste de mensonges et d'intoxication qui a fait suite à l'attentat de Lod, et qui a rencontré un large écho dans la presse réactionnaire française. Il a donné la position de l'O.L.P. concernant cet attentat :

« Le dernier incident de Lod n'est qu'une des conséquences du conflit palestino-israélien, un exemple parmi d'autres des batailles qui se livrent continuellement entre le peuple palestinien en lutte pour libérer sa terre et y installer sa société juste et démocratique, et les forces d'occupation du sionisme étranger avec sa philosophie particulière et ses pratiques qui nient les droits du peuple et jusqu'à son existence. De telles batailles ne peuvent être jugées ni à partir de leur nature ni à partir de leurs conséquences, mais seulement à partir de leur légitimité. »

Le camarade Adouane a ensuite vivement attaqué ceux qui, comme le pape, comme Waldheim et d'autres, se réfèrent à la « morale universelle » pour condamner les actions des fedayin, mais laissent de côté cette même « morale » lorsqu'il s'agit de juger les actes criminels des Israéliens. Il a poursuivi en indiquant que ce sont ces mêmes gens qui soutiennent l'immigration des juifs soviétiques en Israël :

« Ces gens ne remarquent-ils pas que l'immigration des juifs soviétiques et leur installation en Palestine constituent une mesure israélienne tendant à rendre impossible le retour des Palestiniens ? L'appui apporté par de nombreuses personnalités, dont le pape, à la campagne visant à organiser l'immigration des juifs de l'U.R.S.S., ne constitue-t-il pas un encouragement à la création de conditions qui rendent inapplicables les résolutions internationales au sujet du retour des Palestiniens à leur patrie ? Bien plus, c'est un encouragement à la spoliation des biens de ceux qui y résident encore afin d'absorber les immigrants et, par là même, c'est une participation véritable à l'agression contre le peuple palestinien et à la spoliation de sa terre natale. »

A une question d'un journaliste lui

faisant remarquer que « l'affaire de Lod » avait mis les amis de la cause palestinienne dans une situation difficile, le camarade Adouane a répondu :

« Nous regrettons que nos amis se soient trouvés dans une situation difficile et nous leur demandons de tenir compte surtout de la légitimité de la cause qu'ils défendent. Nous ne sommes pas une troupe théâtrale qu'on applaudit lorsque la représentation est bonne et qu'on siffle quand elle n'est pas satis-

faisante. L'important, c'est la justesse de la cause défendue. »

A une autre question concernant les détournements d'avions, Kamal Adouane a répondu :

« Dans le passé, nous présentions notre combat comme étant la lutte de libération de la terre palestinienne, nous tenions à ce que nos combats se déroulent sur la terre occupée. Nous pensions que le détournement d'un avion à l'extérieur de la Palestine était une erreur.

Mais la seconde opération de Lod n'a rien à voir avec le détournement d'un avion, elle s'est déroulée dans l'aéroport de Lod qui fait partie du territoire palestinien occupé. Je peux vous révéler que c'est Moshe Dayan qui était visé : il devait se trouver ce jour-là à l'aéroport, mais il ne s'y est malheureusement pas rendu.

« Il ne faut pas se concentrer sur ces deux opérations de Lod : ce sont 2 opérations parmi 18 000 autres (chiffre reconnu par Moshe Dayan lui-même). Pourquoi n'accorder d'importance qu'à ces 2 là, et pas aux 18 000 ? »

Le représentant de « l'Humanité Rouge » a demandé où en était l'unification des organisations palestiniennes. Kamal Adouane a indiqué :

« J'ai précisé que je parlais au nom de l'O.L.P. tout entière. Je peux vous donner la bonne nouvelle que nous avançons beaucoup dans la voie de l'unification.

« Je précise que le F.P.L.P. est dans l'O.L.P.

« Nous tenons à ce que l'instrument de lutte du peuple palestinien soit unifié. Lorsque je parle d'unification de l'instrument de la révolution palestinienne, je parle aussi bien au point de vue militaire, politique que financier. Tout le commandement militaire sera unifié sous la direction d'un responsable militaire. De même pour les finances : il existe une seule caisse, la Caisse nationale palestinienne. »

« Pensez-vous que l'affaire de Lod soit efficace pour persuader la population d'Israël de la justesse de votre cause ? », a demandé un journaliste.

« Persuader la population d'Israël ? Pendant vingt-cinq ans, nous avons essayé la persuasion. Mais en Israël, on les persuade qu'ils sont des hommes privilégiés, qu'ils peuvent toujours vaincre. Ainsi donc, ils n'ont aucun besoin de la paix, de la coexistence.

« Nous devons essayer une autre méthode pour convaincre les Israéliens que la victoire n'est pas un fait acquis une fois pour toutes. »

Le camarade Adouane a terminé sa conférence de presse en réaffirmant que le peuple palestinien vaincra et que, tôt ou tard, il retrouvera sa chère patrie pour y édifier une société juste et démocratique.



Pour libérer la Palestine occupée.

CHILI : LA LOGIQUE DU RÉVISIONNISME

Au Chili, le gouvernement d'« Union Populaire » aura duré à peine plus d'un an. Le 12 juin dernier, l'ensemble des ministres d'Allende démissionnaient. La crise devenait ouverte. Le P.« C. » F. a vu dans l'expérience chilienne l'exemple même du « passage pacifique au socialisme ». (cf. H.R. n° 150). Eh bien, prenons-le aux mots, et voyons un peu quelle politique suivent leurs collègues du parti révisionniste chilien.

Au Chili, la fragile victoire de l'« Union Populaire » a été obtenue grâce à l'appui d'une fraction modérée de l'électorat. Les naïfs pouvaient penser qu'une fois au gouvernement, les « communistes » chiliens allaient tout mettre en œuvre pour accélérer le passage au socialisme (puisque en théorie, c'est le but du gouvernement d'U.P. comme, chez nous, de la « démocratie avancée »), pour mobiliser les larges masses et les entraîner à prendre leur destin en main et à édifier le socialisme. C'est tout le contraire !

Le parti « révisionniste » une fois au pouvoir apparaît comme le meilleur

leur garant de l'ordre bourgeois. Un exemple : le gouverneur « communiste » de la grande province industrielle de Concepcion a décidé, le 12 mai dernier d'autoriser une manifestation organisée par le parti démocrate-chrétien, le parti réactionnaire et fascisant d'E. Frei. Le M.A.P.U. (aile gauche de l'U.P.) et le M.I.R. (extrême-gauche) décidèrent de s'y opposer. Bilan : un militant du M.I.R. tué. Telle est la « liberté » comme le conçoivent les révisionnistes : laisser agir en toute tranquillité les réactionnaires, les pires anti-socialistes. Ce n'est pas tout. Le P. « C. » chilien mène une grande campagne contre les paysans pauvres qui occupent les grandes propriétés terriennes : ces paysans vont trop vite en besogne, ce sont des « gauchistes » qui effarouchent les modérés ! « Laisser les gros bourgeois terriens tranquilles », voilà, derrière les mots, le programme agraire pratique des révisionnistes chiliens.

Mais ce n'est pas fini. Une des causes de la crise ministérielle, ce sont les divergences entre certains ministres (comme le ministre de

l'économie Pedro Vuskovic) et les révisionnistes à propos de l'ampleur des nationalisations à entreprendre : là encore, les révisos trouvent que ça va trop vite, et veulent freiner ce processus !

Enfin, le plus beau morceau, c'est la solution politique que les révisionnistes préconisent à la crise actuelle : l'entente pure et simple avec le parti démocrate-chrétien. Voilà à quoi mène la « voie pacifique » : dans les bras de la grande bourgeoisie.

Le sénateur révisionniste Teitelbom a déclaré récemment :

« Au Chili, la haine commence, hélas ! à être planifiée industriellement. Il est criminel d'exciter systématiquement la revendication. Le premier devoir est d'éviter l'engrenage du déchirement et de la vengeance, pendant qu'il en est temps encore.

« Il est vrai que les structures politiques fondamentales du pays n'ont pas été profondément changées, comme l'ont été les structures économiques. Il est indéniable que l'opposition a la majorité au Parlement.

Il faut en tirer les conséquences. La loi ne peut être modifiée qu'à travers la loi. Le peuple ne tolérerait pas qu'il en soit autrement.

« Il nous faut nous opposer à une polarisation politique inexpiable. Il n'est pas exclu que l'Unité populaire puisse se mettre d'accord avec la démocratie chrétienne sur des mesures spécifiques d'intérêt général.

« Il est impératif de respecter les frontières précises entre les formes de la propriété publique, semi-publique, et je dis bien privée. Faute de quoi la peur s'irradierait au point de constituer une menace à bref délai. »

Le Chili est effectivement un bon exemple : il montre qu'une fois au pouvoir, le parti « communiste » se dresse de plus en plus ouvertement contre les ouvriers qui revendiquent, les paysans qui occupent les terres, les militants qui luttent effectivement contre les fascistes et les impérialistes. Au Chili, c'est le parti révisionniste qui freine la timide marche vers le socialisme auquel aspirent les masses chiliennes, c'est lui le meilleur garant de l'ordre bourgeois.

trotskyisme ancien ou moderne, même idéologie bourgeoise (6)

Communisme et trotskysme face à la Franc-Maçonnerie

Nous publions aujourd'hui un article rédigé par un de nos lecteurs qui dit avoir été franc-maçon pendant plusieurs années essentiellement par rapport aux éléments qu'il apporte sur la critique du trotskysme.

La franc-maçonnerie a été fondée en France en 1736. Initialement dominée par des prêtres et des aristocrates éclairés et par l'élite de la bourgeoisie montante, elle a contri-

bué pour une part à l'élaboration des principes fondamentaux de la Révolution de 1789 exprimés dans la Déclaration des droits de l'homme.

Le rôle historique de la Franc-Maçonnerie

Certains de ses membres et certaines de ses organisations ont participé à la Commune de Paris. Ravvier qui proclama la Commune, Eugène Pottier, Louise Michel, Jules Vallès, Jean-Baptiste Clément et bien d'autres étaient francs-maçons. Lisagaray raconte en détail comment « six mille frères représentant cinquante-cinq loges » se rallièrent à la Commune assiégée à compter du 26 avril. Cependant, leur Manifeste du 5 mai, qui s'écrie « Sauvons Paris, Sauvons la France, Sauvons l'humanité » montre qu'ils étaient, idéologiquement et dans leur masse, totalement étrangers au combat de classe du prolétariat.

Depuis quelques années, le Grand Orient de France (G.O.D.F.) et la Grande Loge de France (G.L.D.F.) rendent hommage régulièrement, au pied du Mur des Fédérés, « aux victimes de l'effroyable répression versaillaise ».

Mais ce n'est là, comme nous allons le voir, que l'aspect secondaire de leur rôle historique.

La franc-maçonnerie est en effet essentiellement un Ordre initiatique, traditionnaliste, à vocation universelle, qui se réfère à la construction du Temple de Salomon (roi d'Israël avant la naissance du Christ), honore la Bible et travaille « A la Gloire du

Grand Architecte de l'Univers » (qui peut être Dieu ou non, selon les croyances de chacun). Politiquement et socialement, elle s'efforce de se situer au-dessus des classes et des idéologies et prétend rechercher la « Concorde Universelle ». En fait, elle exprime l'individualisme et l'humanitarisme bourgeois : sa devise est « Liberté, Egalité, Fraternité ». Récemment, le Grand Maître de la Grande Loge de France a précisé que « sur le plan doctrinal, elle exclut de sa méthodologie toute démarche se référant aux philosophies marxistes ». Elle couvre même de sa discrétion tout un univers d'affairisme, d'arrivisme, de carriérisme et de corruption, ce qui la conduit souvent au bord et parfois même au cœur des pires perversions : innombrables sont les francs-maçons de tous horizons compromis dans des scandales de tous ordres. Terreau du radicalisme sous la III^e République et de la social-démocratie sous la IV^e, elle est maintenant celui du gaullisme. Elle comprend 25 000 membres environ. Bien entendu figurent parmi ces « frères maçons » des gens parfaitement honorables que leur évolution conduit parfois jusqu'au marxisme-léninisme. On sait aussi qu'ils furent victimes du régime de Vichy.

La position des Communistes vis à vis de la Franc-Maçonnerie

Mais l'aspect principal de la franc-maçonnerie est d'être le creuset et le refuge du courant bourgeois dominant à une époque donnée.

C'est d'ailleurs cet aspect qu'a

dégagé et retenu la Résolution sur la question française rédigée par le 4^e Congrès de l'Internationale communiste de novembre 1922 (Editions Maspéro, page 197).

Selon cet important document, « l'appartenance d'un nombre considérable de communistes français aux loges maçonniques est, aux yeux de l'Internationale communiste, le témoignage le plus manifeste et en même temps le plus pitoyable que notre Parti français a conservé, non seulement l'héritage psychologique de l'époque du réformisme, du parlementarisme et du patriotisme, mais aussi des liaisons tout à fait concrètes, extrêmement compromettantes pour la tête du Parti, avec les institutions secrètes, politiques et carriéristes de la bourgeoisie... avec les organisations secrètes de l'ennemi » (souligné par nous).

Considérant d'une part que « le seul fait d'appartenir à la franc-maçonnerie (quel que soit le but poursuivi) témoigne d'un développement insuffisant de la conscience communiste et de la dignité de classe (souligné par nous), d'autre part, que « l'incompatibilité de la franc-maçonnerie et du socialisme était considérée comme évidente dans la plupart des partis de la II^e Internationale », le 4^e Congrès chargea « le Comité directeur du Parti communiste français de liqui-

der, avant le 1^{er} janvier 1923, toutes les liaisons du Parti, en la personne de certains de ses membres et de ses groupes, avec la franc-maçonnerie » car « L'honneur du prolétariat de France exige qu'il épure toutes ses organisations de classe des éléments qui veulent appartenir à la fois aux deux camps en lutte » (souligné par nous).

Or, le P.C.F. a toujours refusé d'appliquer intégralement cette directive pourtant impérative et nombreux sont ses membres qui ont été autorisés à demeurer maçons s'ils l'étaient avant leur adhésion et qui continuent ainsi à « appartenir aux deux camps en lutte ».

Par contre, fidèle et scrupuleux continuateur des enseignements de la III^e Internationale, le Parti communiste marxiste-léniniste de France (dissout en juin 1968) a formellement prescrit, dès sa création en décembre 1967, dans l'article 10 de ses statuts, que « toute appartenance à la franc-maçonnerie, à une Eglise ou à une secte religieuse, ainsi qu'à quelque organisme répressif de l'Etat bourgeois est incompatible avec l'appartenance au Parti ».

Liens des Trotskystes avec la Franc-Maçonnerie

Il en va tout autrement du « courant trotskyste », toujours prêt à tout noyauter, y compris naturellement la franc-maçonnerie !

C'est ainsi que le Grand Maître du Grand Orient de France est actuellement, depuis le Convent de septembre 1971, le « camarade et frère » Fred Zeller, ancien secrétaire de Trotsky. Tout en affichant sa prétendue « formation marxiste », il n'en exprime pas moins à sa manière l'idéologie bourgeoise. Selon lui, « le marxisme, quant à son pronostic optimiste, a été contredit par les faits. Le « progrès », tout bien pesé, n'a pas apporté le bonheur souhaité ni réduit les tensions sociales, pas plus dans les pays capitalistes que dans ceux que l'on appelle « socialistes ». Bien au contraire. Aujourd'hui, comme jamais auparavant, nous avons besoin d'utopies. Notre rôle consiste à assurer la liaison entre l'utopie et la politique. C'est pourquoi nous ouvrons nos temples à tous ceux qui se sentent animés d'une profonde foi dans l'humanité » (Le Monde des 28-12-71 et 19-1-72).

Il est une autre forme de collusion entre le trotskysme et la franc-maçonnerie : c'est la fête de Lutte Ouvrière. Pour la seconde année consécutive, L.O. a organisé sa fête champêtre à Presles (Val-d'Oise) sur le domaine d'un certain Edouard-José Laval. Celui-ci, gros propriétaire foncier (1 000 hectares de forêts et de prairies), ex-officier de l'Armée Secrète (mouvement de résistance gaulliste), notable (il a été maire de la localité), est depuis de nombreuses années l'une des plus hautes sommités de la franc-maçonnerie française. Il appartient à la fois au G.O.D.F. et à la G.L.D.F. et a fait construire sur sa propriété un temple majestueux à l'ombre duquel se déroule la fête trotskyste.

En sa qualité de Grand Hospitalier de la Grande Loge de France, le « Très Respectable Frère » Laval est le collaborateur direct, depuis 1966, au sein du Collège des grands officiers et du Conseil Fédéral, organes suprêmes de cette obédience, du Grand Maître Richard Dupuy, ancien avocat bien connu de nombreux membres de l'O.A.S. dont l'officier Bastien Thiry, et agent actif d'Israël.

C'est sur leur initiative qu'a été adressé dès le 30 mai 1967 par la G.L.D.F. un message de « fraternel soutien » au Grand Maître de la Grande Loge d'Israël, « dans l'épreuve que le peuple israélien s'appête à soutenir » (véritable feu vert à l'offensive fasciste contre les peuples arabes qui survint le 5 juin) et qu'a été rappelée l'existence d'un soi-disant « fonds de détresse » qui récolta 2 500 000 anciens francs en un mois au titre de l'« aide à Israël ».

C'est encore avec le plein accord de Laval que Dupuy préconise sans cesse la création d'une super-obédience comprenant, outre le G.O. et la G.L. liés par divers accords, la Grande Loge Nationale Française créée et dirigée par le sinistrement célèbre ancien préfet de Paris (affaire des fuites) Jean Baylot, qui est un authentique fasciste, mais qui n'en est pas moins reçu à Presles avec tous les honneurs dus à sa haute fonction maçonnique.

Précisons enfin que Laval entretient des liens fraternels avec le franc-maçon Romerio, Président de la Cour de sûreté de l'Etat, qui condamne sans désespérer des révolutionnaires à des peines de prison et de dégradation civique.

Voilà donc, en définitive, avec qui s'acoquine « Lutte Ouvrière » liée idéologiquement et organisationnellement avec la « Ligue Communiste ».

Et encore, s'agissant d'un monde qui s'abrite dans l'ombre et le secret, nous sommes loin, très loin, de tout savoir. Nous ne pouvons même pas dire tout ce que nous savons, faute de preuves matérielles pouvant être rendues publiques.

Mais cette modeste contribution ne manque pas d'être suffisamment édifiante.

N'oublions jamais ni en aucune circonstance le grand mot d'ordre de l'Internationale « mettre fin, une fois pour toutes, aux liaisons compromettantes et démoralisatrices avec les organisations de la bourgeoisie ».

Dénonçons sans trêve et sans faiblesse, pour « l'honneur du prolétariat de France » tous ceux « qui veulent appartenir à la fois aux deux camps en lutte » !

PETITE BIBLIOTHÈQUE N° 2 DU MILITANT MARXISTE-LENINISTE

MAO TSE-TOUNG :

- « Œuvres choisies », Tome II, 512 pages.
- « Pourquoi le pouvoir rouge peut-il exister en Chine ? »
- « La lutte dans les monts Tsingank ».
- « L'élimination des conceptions erronées dans le Parti ».
- « Une étincelle peut mettre le feu à toute la plaine ».

LENINE :

- « Sur le Parti révolutionnaire du prolétariat de type nouveau ».
- « Deux tactiques de la social-démocratie dans la révolution démocratique » (juillet 1905) ou (après épuisement) : « Des principes du léninisme », de Staline.

ENVER HOXHA :

- « Rapport d'activité du Comité central du Parti du Travail d'Albanie », présenté au 5^e Congrès du P.T.A. (1967).
- « C'est dans l'unité complète Parti-peuple-pouvoir que réside notre force » (1970).
- « Vingt-cinq années de luttes et de victoires sur la voie du socialisme » (1970).

EDITIONS NAIM-FRASHERI (Tirana) :

- « Les idées du marxisme-léninisme triompheront du révisionnisme », Tome II, 1964.

HO CHI MINH :

- « Contre l'agression U.S. pour le salut national » (1967).

Général VO NGUYEN GIAP :

- « La guerre de libération nationale au Vietnam » (1971).

EDITIONS EN LANGUES ETRANGERES DE HANOI :

- « Les peuples indochinois vaincront » (1970).

Cinq brochures éditées par les Editions Naim-Frasherî - Tirana présentant chacune un important article du journal « Zeri i Popullit ».

PRIX : 12 FRANCS (frais d'envoi compris)

VIETNAM :

Des victoires retentissantes

« Après onze semaines, l'offensive semble se diluer ; la pression se relâche ; c'est un demi-échec... » Tels sont, aujourd'hui, les bavardages de la presse occidentale. Et jamais nos zélés « observateurs » n'ont fait preuve d'une aussi surprenante logique : « Saïgon n'est pas encore tombé ; c'est une grande victoire américaine », clament-ils ! Des centaines de milliers de Vietnamiens se sont libérés : « Quelques activités dans les campagnes, tout au plus », selon eux !

La logique des faits est autre ! Et autrement contraignante pour les agresseurs !

UN RAPPORT DE FORCES FAVORABLE

Voici les faits : 2 MILLIONS DE VIETNAMIENS LIBERES EN ONZE SEMAINES D'OFFENSIVE ! Une province entière — celle de Quang-Tri, est aux mains du peuple ; des districts des provinces de Binh Dinh et Quang Nam sont libérés, eux aussi. Il ne reste plus rien de la ligne de défense yankee située au sud du 17° parallèle ; les super-forteresse du Nord sont abandonnées, ni plus ni moins ! Onze semaines ont suffi pour mettre en échec la politique de « vietnamisation » mise en place par Nixon... depuis quelque quatre ans ! B 52 et divisions fantoches n'ont pas stoppé l'avancée victorieuse des Forces Armées Populaires de Libération !

Bien plus, les divisions fantoches ont été, partout, condamnées à l'impuissance. Un quart des forces en hommes et matériel éliminé... en quelques semaines ! 7 divisions sur 13 ont été fortement touchées. La 3^e Division, responsable de la route n° 9, totalement rayée des effectifs ; son commandant en chef a pris la fuite ; des milliers de déserteurs ont quitté ses rangs. La 1^{re} Division, à la devise ambitieuse : « Reconquérir le Nord »... a connu un sort à peine plus enviable ! La 2^e... s'est trouvée dispersée en petites unités... pour faire face à la multiplicité des « fronts » ! La 5^e Division... c'est « la Division La Poisse » — selon ses propres soldats. C'est tout dire ! La 18^e... n'a plus que la moitié de ses effectifs...

La liste est longue... qui met en relief la déroute de l'armée fantoche... Mais quelques images en disent plus long encore ; les « conseillers » américains embarquent à la volée à bord des hélicoptères ; les soldats saïgonnais s'agrippent désespérément aux patins ; ils se mêlent à la population sans uniformes ni armes, les « marines » se jettent dévêtus à la rivière... Ce ne sont pas là des déboires passagers ou locaux ; la guerre américaine « vietnamisée » a échoué !

« Peut-être, disent certains, mais An-Loc et Kontum ne sont pas tombées non plus. » Voilà ces messieurs si soucieux d'applaudir au moindre « fait d'armes » U.S. d'ordinaire... bien pressés de perdre deux villes ! MM. les Stratèges font, encore une fois, fausse route : la prise de An-Loc ou de Kontum n'est pas l'objectif prioritaire de la lutte ; et tout le « bruit » qu'ils orchestrent autour de ces deux villes... vise à cacher l'essentiel : aujourd'hui, plus que jamais, l'initiative est aux Forces Populaires, à An-Loc, à Kontum... et partout ailleurs au Vietnam ! Depuis onze semaines, pas une seule contre-offensive fantoche... Seulement, le déploiement forcé de la force brutale des bombes ! CAR UNE CONTRE-OFFENSIVE EST IMPOSSIBLE. Jamais la contradiction, entre la nécessité de concentrer les troupes et celle de les disperser, n'a été aussi aiguë. Il faut concentrer les troupes fantoches : c'est à ce prix qu'elles tiendront... quelque temps encore... mais il faut aussi les disperser... et les disperser

encore pour répondre aux coups multiples et variés d'un peuple en armes !

Le bilan est clair aujourd'hui, et combien encourageant ! Le rapport des forces a changé à l'issue de ces onze semaines ! Et il est nettement favorable au peuple !

LE PEUPLE VIETNAMIEEN S'EST SOULEVE

Une autre calomnie court dans la presse... « Le peuple ne s'est pas soulevé, il n'a pas tout mis à feu dans le pays ; s'il l'avait fait... tout serait déjà fini. » Calomnie grossière, et injurieuse pour le peuple vietnamien. Aussi, devons-nous la combattre sans répit.

Voilà plus de trente ans que le peuple vietnamien s'est soulevé contre les agresseurs — colonialistes français puis impérialistes américains. Et nous ne pouvons admettre que cette vérité-là, qui est la force et la dignité du peuple vietnamien, soit déformée, bafouée ou oubliée...



Des combattants des Forces Armées Populaires de Libération dans la région de Quang-Tri.

Depuis début avril, hommes, femmes et enfants du Vietnam se sont dressés comme un seul homme aux quatre coins du pays ; ici, ils ont brisé l'encerclement des « hameaux de regroupement », là, ils ont détruit l'administration fantoche, ici encore, ils ont coupé pont après pont, détruit tank après tank, avion après avion, coordonnant magistralement leurs coups avec ceux de l'armée régulière des F.A.P.L. Dans le Delta comme sur les Hauts-Plateaux fleurissent les villages libérés — là où hier encore l'administration se pavait avec arrogance ! Et des milliers de jeunes et de moins jeunes de ces villages renforcent aujourd'hui les forces régulières, organisent des milices, poursuivent l'offensive avec acharnement. Cela, sous le déluge redoublé de feu et d'acier made in U.S.A...

Mais les « observateurs » — fort peu attentifs — s'obstinent : « Les villes n'ont pas bougé ! » Pour preuve irréfutable, ils ajoutent : « Pas de manifestations monstres pour soutenir l'offensive »... MM. les « Observateurs » sont-ils des naïfs ou de fieffés coquins ? A Saïgon, à Hué, à Da-Nang, l'atmosphère est insoutenable : la censure est totale ; aux carrefours, des haies de barbelés ; jour et nuit, des fouilles des maisons et des voitures, le racolage de jeunes pour l'armée fantoche et la terreur ! En quelques jours, 1 200 personnes arrêtés à Hué, 2 000 à Da-Nang. L'exil en perspective pour des centaines de milliers de Vietnamiens baptisés « réfugiés de guerre ». Voilà dans quelles conditions luttent ouvriers, travailleurs et jeunes dans les villes du Sud-Vietnam. Car ils luttent ; ils s'opposent aux

mesures fascistes de Thieu, aident les jeunes à se soustraire au racolage, renforcent l'agitation patriotique parmi leurs compatriotes.

Il y aurait beaucoup à dire aussi de l'admirable ténacité de ceux du Nord, du « grand arrière », de la République Démocratique du Vietnam. Sous les coups incessants de la machine de mort la plus efficace — bombes anti-abris, bombes anti-personnelles, bombes au laser —, ils tiennent bon. Avec la certitude de vaincre.

LA CERTITUDE DE LA VICTOIRE

Là est la donnée fondamentale qui échappe totalement à nos « observateurs » occidentaux. Le peuple vietnamien vaincra ; il le sait. Il a combattu des dizaines d'années ; il combatta de nombreuses années encore — s'il le faut. Tant qu'un seul soldat yankee foulera le sol de son pays. C'est une certitude stratégique. Face à lui, l'adversaire, la première « puissance » impérialiste du

Chaque village nouvellement libéré est une source de richesses, de combattants, d'énergie pour les luttes à venir. Chaque village, chaque hameau nouvellement libéré EST UNE VICTOIRE RETENTISSANTE sur l'ennemi car c'est là que sont les forces vives du Vietnam de demain, car la chaîne que tous ces villages tissent autour du cou des agresseurs américains les étranglera tôt ou tard.

Camille GRANOT.

Déclaration du Ministère des Affaires Etrangères de la République Populaire de Chine

Le 10 juin 1972, le ministère des Affaires Etrangères de la République Démocratique du Vietnam a publié une déclaration dans laquelle il condamne sévèrement l'impérialisme américain pour avoir envoyé, les 6 et 8 juin, d'importantes formations d'avions effectuer de nouveaux raids sauvages contre la périphérie de Hanoi, la ville de Haiphong et d'autres régions, et exprime la ferme volonté du peuple vietnamien de poursuivre sa résistance à l'agression jusqu'à la victoire totale. Le gouvernement et le peuple chinois expriment leur soutien résolu à cet égard.

Depuis plus d'un mois, l'impérialisme américain, en dépit de la condamnation et de l'opposition énergiques des peuples du monde, poursuit l'escalade de guerre contre la République Démocratique du Vietnam. Non content du minage et du blocus des ports nord-vietnamiens, il a envoyé journellement et en grande quantité les avions et les navires de guerre attaquer démentiellement nombre de villes, de villages ainsi que d'agglomérations des habitations côtières, et élargi de plus en plus la sphère de bombardement, l'étendant jusqu'aux régions voisines de la frontière sino-vietnamienne et menaçant ainsi la sécurité de la Chine. Ces actes d'agression frénétiques de l'impérialisme américain constituent un nouveau crime de guerre commis à l'encontre du peuple vietnamien, tout en étant une grave provocation contre le peuple chinois.

Le gouvernement et le peuple chinois condamnent avec indignation la nouvelle escalade de guerre entreprise par l'impérialisme américain. La Chine et le Vietnam sont des voisins étroitement solidaires l'un de l'autre, et les deux peuples, des camarades et frères partageant le même sort. C'est un devoir internationaliste impérialiste qui incombe au peuple chinois que d'apporter aide et soutien au peuple vietnamien dans sa guerre de résistance à l'agression américaine, pour le salut national. Quoi qu'il advienne dans cette guerre, nous soutiendrons avec fermeté le peuple vietnamien et les autres peuples indochinois dans la poursuite de leur guerre de résistance jusqu'au bout, jusqu'à la victoire totale.

monde, est de taille ; c'est une donnée dont le peuple vietnamien tient compte, sur le plan tactique... Et nos « observateurs », qui feignent de s'étonner que le G.R.P. n'ait pas formé un « gouvernement de coalition » à Saïgon, passent une nouvelle fois à côté de la question ! Ce n'est pas en un soir ou en quelques semaines qu'un peuple — si uni, si résolu, si bien dirigé soit-il — parvient à vaincre la première armada de ce temps. La lutte du peuple vietnamien est une LUTTE PROLONGEE qui mène inévitablement à la victoire.

Depuis avril dernier, le peuple vietnamien a marché à pas de géant. L'armée fantoche est « un mort en sursis » ; isolée politiquement, coupée d'arrière-favorables, animée d'un esprit défaitiste, ELLE EST VOUEE A L'ECHEC ET A LA PASSIVITE. La « colonne vertébrale » de la vietnamisation s'écroule ; restent les bombardements, autant inutiles qu'odieux. Les agresseurs américains se sont un peu plus ENFONCES dans le bourbier qu'ils ont créé... il y a bientôt vingt ans !

Le peuple, lui, DETIENT L'INITIATIVE. Initiative politique : jamais le G.R.P., qui vient de fêter trois années d'existence, n'a regroupé si efficacement l'ensemble du peuple derrière lui. Initiative militaire qui ne peut que se renforcer dans les jours qui viennent. En effet, aujourd'hui, l'extension et le renforcement des zones libérées au Sud ont une importance stratégique primordiale dans le développement de la lutte. Chaque village nouvellement libéré devient vite un village de combat, prêt à briser les opérations de l'ennemi.